2e ANNEE - No 86
JEUDI 8 AOUT 1963
Le No 0,50 NF

LE SOCIALISTE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Georges BRUTELLE

Rédaction : 12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)
Téléphone : TRU 76-34

ABONNEMENTS :
France, 12 NF. semestre
Etranger, 14 » »

LE FLÉAU DE L'ABONDANCE

par André LURKER

L'ETE 1963 nous fait assister à de curieux spectacles. Dans les rues de Châteaurenard, des tonnes de tomates importées du Maroc sont écrasées au tracteur ; des tonnes de prunes en provenance d'Espagne subissent le même sort, à peine débarquées en gare. A Avignon, les routes sont pavées de pommes de terre et de tomates déversées à pleins camions par les cultivateurs qui manifestent et se bagarrent avec les C.R.S. Près de Perpignan, à Thèze, 5 000 hl. de vin d'Algérie coulent dans les caniveaux. En Bretagne, des centaines de tonnes de pommes de terres sont arrosées au gaz-oil.

Les hommes seraient-ils devenus fous, pour détruire ainsi le fruit de leur travail ?

Très sérieusement, on répond qu'il y a surproduction et qu'on n'arrive plus à vendre. La récolte des pêches est estimée à 400 000 tonnes, contre 310.000 l'année dernière. Il y aura 130 000 tonnes d'abricots, contre 53 000 en 1962 ; or, la commercialisation normale se situe à 90 000 tonnes. Dans le Midi, on s'attend à une vendange qui donnera 25 millions d'hectolitres de vin ; mais 18 millions représentent déjà une production que l'on est incapable de vendre et qui fait que les chais sont encore remplis de l'année dernière. 385 000 tonnes de pommes de terre restent à commercialiser ; trouvera-t-on preneur ? Et déjà on parle du blé et de l'orge, car les céréales seraient aussi excédentaires. Dans quelque temps viendra le problème de la betterave. L'abondance devient un fléau.

Les cultivateurs accusent le gouvernement d'importer des fruits et des légumes, au moment où ils n'arrivent pas à vendre les leurs. Il est exact que le gouvernement, une fois de plus, n'a pas su prévoir et faire face à la situation. Les hommes au pouvoir accablent volontiers ceux de la République, alors qu'ils agissent avec le maximum d'imprévoyance et d'incohérence. Et le président de la République, recevant des parlementaires, leur dit en souriant que la faute n'en revient pas au gouvernement, mais « au Bon Dieu qui provoque la surproduction et que les agitateurs devraient s'adresser à l'évêque plutôt qu'au préfet ».

Les cultivateurs se plaignent encore de recevoir un prix dérisoire pour leurs produits, alors que les commerçants les vendent trop cher aux consommateurs. C'est encore exact, puisqu'entre la production et la consommation, le prix des pêches, par exemple, augmente de 1,50 à 3,80 au kilo. Seuls se sont enrichis les intermédiaires. Faut-il encore accuser le Bon Dieu ?

En réalité, nous assistons à des phénomènes économiques qui sont inséparables du régime capitaliste. Il les a toujours sécrétés avec la fatalité qui tient à ses contradictions internes. 1963 n'est pas une année d'exception. Nous nous rappelons les tonnes d'artichauts arrosés au gaz-oil, l'année dernière, en Bretagne, les tonnes de sardines rejetées à la mer. Nous nous rappelons que depuis des décades on dénature le vin et les betteraves pour en faire, aux frais du contribuable, de l'alcool industriel inutilisé. Et qui ne se souvient qu'entre les deux guerres, on brûlait des millions de sac de café dans les locomotives du Brésil, on jetait à la mer des kilos de viande de porc, aux Etats-Unis ?

L'abondance serait donc un fléau ? Alors qu'on devrait se réjouir d'une production toujours croissante, le capitalisme parle de surproduction. Alors qu'on pourrait enfin croire que tous les hommes mangeront à leur faim, le capitalisme parle de mévente. Bêtise suprême et insensée, les producteurs détruisent ce qu'ils ont produit, comme si tous les besoins étaient satisfaits. Tous les enfants de France ont-ils mangé des abricots et des pêches à satiété ? Et les deux millions de vieux qui vivent avec quelques petits francs par jour ? Et les deux cent mille salariés et leur famille payés au S.M.I.G. ? Et les tonnes de tomates d'importation qu'on écrase à Châteaurenard, est-il certain que des familles marocaines, algériennes, tunisiennes n'en auraient pas eu besoin ? Se rappelle-t-on qu'il y a quelques semaines, une campagne internationale contre la faim dans le monde nous montrait que les deux tiers de l'humanité sont sous-alimentés ?

Il n'y a pas de surproduction par rapport aux besoins des hommes, mais par rapport à leurs besoins solvables ; ils pourraient consommer ce qu'ils produisent, mais ils ne peuvent pas l'acheter. Le capitalisme est capable de créer des richesses, mais incapable de les répartir. « Excès de production relativement, non pas aux besoins qu'on ne connaît pas, mais simplement à l'incapacité générale d'achat du monde », écrivait Léon Blum en 1932, constatant alors les mêmes phénomènes.

L'abondance n'est un fléau qu'en régime capitaliste, où l'on travaille non pas pour produire ce dont les hommes ont besoin, mais pour faire des profits.

S'il n'y a plus de profits, on détruit ce qu'on a produit — même si des hommes ont faim.

Cette contradiction criminelle condamne le système capitaliste.

Alors, que vaut une société qui n'arrive pas à répartir les richesses qu'elle crée ? « Une société qui se montre incapable de remplir cette fonction essentielle de toute société humaine manque à sa mission », écrivait encore Léon Blum.

Les socialistes ont pour eux la raison qui juge un état de choses aberrant. Ils ont pour eux la justice qui exige la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

Mientras la huelga de los mineros de Asturias continùa, las empresas despiden a los obreros y las autoridades han comenzado la represiôn

La huelga de los mineros de Asturias, comenzada el 20 de julio, continúa. La patronal, siguiendo las órdenes gubernamentales, practicó el "lock-out" en los pozos afectados por el conflicto y procedió al despido de los huelguistas. Así se resuelven las justas reclamaciones de los trabajadores en la España franquista. Los obreros no tienen recurso legal para defenderse de los atropellos, ni para conseguir las reivindicaciones a que tienen derecho. Ahora, los despedidos han de solicitar individualmente el reingreso, perdiendo la antigüedad y otras ventajas. Algunos mineros han vuelto al trabajo en estas condiciones, pero todavía hay más de siete mil en paro total que continúan la lucha. Incluso se ha extendido la huelga fuera de las cuencas del Aller y del Caudal, puntos culminantes hasta ahora, habiéndose producido el paro en la mina Mosquitera, de la zona de Langreo.

Se han practicado, además, algunas detenciones y numerosos mineros están sometidos a interrogatorios y especial vigilancia de la policía. Como ya es costumbre, los seévicios de la prensa franquista han difundido la noticia a las agencias extranjeras de que los detenidos son comunistas que seguían instrucciones del exterior. Se dice también que se ha recogido material de impresión y propaganda incitando a la huelga. Nosotros podemos afirmar que en la zona del Caudal la policía ha detenido a cinco obreros a los que ha acusado de ser socialistas y ugetestas y de promotores del conflicto. Estas medidas represivas han endurecido la situación y, desde luego, no doblegarán el ánimo de los mineros. Estos se ven asistidos con pruebas de solidaridad de los trabajadores metalúrgicos de la región, como los de las Industrias Asturianas de Mieres y los de los talleres navales de Gijón que habían hecho, estos últimos, un paro de tres horas para expresar su simpatía a los mineros.

El prestigio entre los trabajadores de los sindicatos clandestinos que forman la Alianza Sindical es evidente, y así lo han manifestado en varias crónicas los corresponsales directos en España de "Le Monde" y "Le Figaro". De esto se han dado cuenta muy bien la policía, las autoridades, los patronos y los jerarcas de la C.N.S., servilones de todos ellos. Esto hace temer que la represión ya iniciada vaya en aumento.

Mientras tanto, el Gobierno está muy preocupado por esta huelga. Ha enviado de Madrid expresamente al director del Instituto Nacional de Previsión, Francisco Labadie Otermín, para que intervenga en las discusiones entre patronos y huelguistas, prescindiendo de los altos jefes nacionales de los sindicatos oficiales. Los lacónicos comunicados que viene publicando la prensa franquista, traslucen esa preocupación gubernamental. Desde el primer momento se dice en cada uno de ellos que hay "claros síntomas de retorno a la normalidad", "que los conflictos se van resolviendo paulatinamente", "que los mineros siguen reintegrándose al trabajo" y otras frases de este orden.

Pero la huelga sigue, y algunas reincorporaciones limitadas al trabajo no denotan que el conflicto se haya resuelto. El mal es profundo y no se resolverá ni siquiera con el cese de la huelga, si no se da satisfacción a las justas demandas de los mineros. Y el convenio colectivo que se prepara, en sustitución del anterior, no parece orientado hacia esas necesidades sociales. No se prevé un arreglo duradero y a lo más que se llegará será a un pasteleo que dejará latente el problema. El régimen franquista es incapaz de resolverlo.

La tónica de la prensa de la región no ha cambiado: mantiene su actitud falsaria, sembradora del confusionismo y condenatoria de la huelga. En esta labor antisocial destaca "La Nueva España", el periódico falangista que robó los talleres y edificio del diario socialista y ugetista "Avance", fusilando a su director, Javier Bueno. Para ese diario es inexplicable la huelga. Dice que recibe cartas anónimas en "las que no hay una sola coincidencia en cuanto a los motivos ni un adarme de peso en la argumentación, a base de tópicos que forman una selva inextrincable." Para "La Nueva España" los salarios son de cuantía suficiente, una semana más de vacaciones pagadas, escala móvil de salarios, mejora de la seguridad en las minas, pensiones decentes para los jubilados, pagas extraordinarias efectivas y no semitercios de paga, la vuelta y reincorporación al trabajo de los desterrados y la anulación de los convenios colectivos que no sean negociados por auténticas representaciones de obreros y patronos, son "tópicos" y "selva inextrincable". Así es la prensa del Movimiento.

Sin embargo, otra es la expresión del corresponsal que tiene la agencia "Pyresa", en Oviedo. Aunque ni éste ni nadie dicen nada de la represión, concede que "es preciso revisar, en fin, la esencia de las relacionss laborales entre las empresas —con contadas excepciones— y los trabajadores mineros. Quizá no tanto en el orden económico —aunque también en éste— como en cuanto a ese otro mundo que se engloba bajo la denominación de relaciones humanas." Muy justificadas deben ser las razones de los mineros para que un corresponsal franquista haya escrito lo anterior.

Mantengámonos todos vigilantes para que la represión que ya ha comenzado el Gobierno no se haga en la impunidad. Los huelguistas no están solos y la clase trabajadora de España y de todo el mundo siente en sus carnes y en su espíritu las brutalidades policíacas.

Bombas otra vez

Extraño terrorismo

EN Madrid —además de otra colocada en un lugar en donde no ha hecho víctimas— ha estallado una bomba en un local de la Dirección General de Seguridad en el que un público siempre numeroso solicita y recoge sus pasaportes para salir al extranjero. La explosión ha hecho más de veinte heridos, la mayoría leves, pero algunos de cuidado. Ignoramos ahora la identidad de las víctimas, pero la naturaleza del caso nos hace pensar o imaginar que entre ellas —ponemos por ejemplo— hubiera podido estar alguna de esas madres que al fin pueden un día salir de España para abrazar más allá de la frontera a un hijo exiliado desde largos años. Con sólo imaginar un tal supuesto estamos expresando nuestra repulsa por ese hecho.

La violencia —que no es táctica nuestra— tiene sus actuantes, sus partidarios y hasta sus teorizantes; pero es una violencia en la que el sacrificio de inocentes, sin poder justificarse, tenga al menos la explicación —valga por lo que valiere— de que es el de víctimas marginales y no deseadas de una acción dirigida contra un objetivo concreto y caracterizado.

Por el contrario, casos como el de ahora, lejos de ser una protesta operante, favorecen al despotismo. Ese es el caso del régimen del Caudillo, que se apresura a querer identificar a los autores del hecho con el conjunto de sus adversarios.

Tanto es así, que ese régimen policíaco y terrorista —él sí que lo es— se ha aplicado varias veces, por medio de agentes provocadores a buscar en Francia a exaltados insensatos e iluminados para engañarlos, comprometerlos e inducirlos a realizar en España atentados de esa naturaleza. Y a veces lo han conseguido. No podremos de momento afirmar que estamos en presencia de uno de esos casos, pero sí podemos afirmarlo de casos anteriores en que después de la ejecución sumaria de algún desdichado, la policía no ha querido seguir alguna pista bien manifiesta que la hubiera llevado a encontrarse con sí misma.

Por todo eso, miramos con recelos y prevenciones lo ocurrido ahora en España. Y no hace falta más para decir —y ello es bien sabido— que, por humanidad y por política, somos muy contrarios a hechos de esa naturaleza.

•

Después de escrito lo anterior, llegan noticias de que en España, la policía ha descubierto ya y detenido a los autores del atentado. Sorprende tanta prontitud y precisión en un asunto que se presentaba tan oscuro. ¡Extraña sagacidad!

¿Conducen las nacionalizaciones al Socialismo?

— II —

par Jules MOCH

A pesar de esta pausa del Socialismo, ninguna de la reformas sociales de 1936 y 1946, mejoradas en 1956 por el Gobierno de amplia coalición de Guy Mollet, fueron jamás puestas seriamente en causa. Incluso Pétain no atacó lo esencial de la obra social de Léon Blum. Las tentativas bosquejadas contra la Seguridad Social o contra ciertas nacionalizaciones fueron rápidamente abandonadas.

Primera manifestación de la evolución general: el Parlamento actual cada vez tiene menos fuerza. Pero cada vez más cuentan los grupos de presión, los sindicatos obreros y patronales. De entre éstos, los primeros defienden las conquistas sociales y los segundos se acomodan, encontrando más oportuno hacer repercutir el costo sobre los consumidores o usuarios, que atacando las ventajas sociales que provocarían huelgas en las que ellos sufrirían las consecuencias.

Segunda consecuencia: en las empresas nacionalizadas hay tantas huelgas o más que en el sector privado. Prueba de que los trabajadores no sienten como suya una sociedad nacionalizada incluso cuando el tercio del consejo de administración está constituído por los delegados de los sindicatos. El Estado-patrón ha sustituído sencillamente a la patronal de derecho divino, sin gran beneficio para los asalariados.

Las nacionalizaciones francesas han sido un éxito técnico considerable, indiscutible: lo demuestra la multiplicación por 3,5 de la producción de energía eléctrica desde las nacionalizaciones de 1946; los records de velocidad —330 km.-h.— y la exactitud de la S.N.C.F.; el nacimiento del "Caravelle" en la "Société Nationale Sud-Aviation"; el del "France" en la Transatlántica nacionalizada, la explotación del gas de Lacq, del petróleo del Sahara, de los reactores atómicos, etcétera.

Han sido también un éxito financiero: el balance del conjunto de las sociedades nacionalizadas es o ampliamente beneficiario o voluntariamente deficitario cuando, por ejemplo, el Gobierno lucha contra el alza de los precios imponiendo a la S.N.C.F. transportar con pérdida a cambio de una subvención.

Pero las nacionalizaciones han sido un fracaso social indudable.

•

Para ese fracaso hay muchas razones.

La primera reside en el mejoramiento de las condiciones de vida en el sector privado. El perfeccionamiento de las leyes sociales, con garantías contra las enfermedades, accidentes, vejez y paro, de una seguridad ciertamente todavía inferior a la del sector público, pero que se le aproxima, sin embargo. Ya algunas grandes empresas examinan la garantía de un salario anual. Las mejoras de los salarios, obtenidas por la acción sindical, han permitido a los trabajadores de las empresas capitalistas, al menos en las grandes ciudades, alcanzar y a veces superar la situación correspondiente en las sociedades nacionalizadas. Por ello, a la S.N.C.F. le es difícil actualmente reclutar personal calificado —particularmente en el Este y Norte de Francia donde los salarios industriales son más elevados que en el Mediodía— mientras que hace diez años las demandas de empleo afluían a la dirección de la red, que no tenía más dificultad que la de la elección y la de "desnatar" en su provecho la mano de obra. El sector público pierde cada vez más su función de "piloto", de ejemplo y de "entrenador". Sus asalariados se sienten despechados y aspiran a encontrar una situación privilegiada.

Segunda causa del descontento o desafección: no hay verdadera participación obrera en la gestión de las empresas nacionales No solamente porque los delegados de los trabajadores son siempre minoritarios en los consejos de administración; sino también y sobre todo porque no son elegidos como tales delegados por quienes ellos deberían ser mandatarios. Son nombrados por decreto del ministro de tutela, que designa en general a los secretarios de los sindicatos más representativos, limitándose a veces a los de los sindicatos "libres", es decir, excluyendo a los representantes de la C.G.T., bajo influencia comunista. Ciertamente estos funcionarios sindicales están elegidos por los sindicados, pero únicamente en el cuadro sindical, es decir, sobre problemas muy diferentes de los que conciernen a la gestión de la empresa. Estos trabajadores no son, pues, consultados nunca sobre la vida y el porvenir de la empresa. ¿Cómo van a interesarse, pues?

•

Se encuentra una situación análoga —e incluso peor— en las nacionalizaciones británicas. Los sindicatos, para conservar intacto el vigor reivindicativo, han rechazado participar en la dirección y estuvieron de acuerdo con el Gobierno laborista de entonces para afirmar que el Consejo de dirección, el "Board", debería estar compuesto exclusivamente de personalidades "imparciales". Los sindicatos no colaboran más que en las actividades de los comités consultivos especializados en las condiciones del trabajo.

En la U.R.S.S., los "truts" están dirigidos igualmente sin participación obrera. Sus jefes y los de las empresas están nombrados por el ministro competente. Los sindicatos, todos de obediencia gubernamental, tienen por misión esencial hacer aplicar los designios del poder técnico y no la de provocarlos ni discutirlos. No obstante, reunen frecuentemente asambleas de fábrica o taller, que homologando unánimemente las decisiones tomadas en la altura, pueden hacer nacer la ilusión de una participación en la gestión, lo mismo que las críticas —exclusivamente de orden técnico, claro está— que se colocan en las tablas de avisos, al lado de los "cuadros de honor" de los "héroes de la producción", o en las columnas de los periódicos de taller, crean una apariencia muy limitada de libertad. Si jamás se declaran huelgas en las empresas así administradas, no es, como lo afirman los soviéticos, porque los trabajadores saben que las fábricas son suyas, sino porque la huelga es incompatible con la dictadura, tal como ella se ejerce.

Des Estados se han aproximado, mucho más que los precedentes, a las formas de gestión democrática de la empresa.

En Yogoslavia, el "Consejo obrero" de toda la fábrica es elegido por asamblea de los trabajadores, en votación secreta, pudiéndose enfrentar listas diversas. En una asamblea deliberante, bastante numerosa (30 ó 120 miembros), quien decide la marcha general de la empresa en el marco de un plan nacional bastante flexible, como en la repartición de la parte libre de los beneficios. El "Comité de administración", elegido por el Consejo obrero, se compone de tres a diez miembros y se reune frecuentemente. Asegura la administración de la empresa, aplica las leyes sociales, controla al director. Este, también de elección, será elegido en fin de cuentas por el Comité y es responsable ante el mismo. El obrero yugoslavo tiene, pues, una participación efectiva en la vida de la empresa.

En el Estado de Israel han aparecido formas muy diversas de gestión directa. Algunas empresas, los transportes por carretera particularmente, pertenecen a los trabajadores y son cooperativas de producción disfrutando en ciertos casos de un monopolio, estando sometidas en estos casos a un control del Estado. Otras son administradas por la colectividad obrera, por la Centra sindical "Histadrut", que es el principal industrial del país. Otras, aún, son administradas en asociación de los trabajadores de la empresa y el "Histadrut". Algunas han formado sociedades mixtas que unen el "Histadrut" al capital privado, generalmente minoritario. Los "kibutzs" son cooperativas agrícolas socialistas donde la solidaridad ocupa un lugar tan elevado que no existen ni leyes sociales —cada uno trabaja para todos según sus medios, y todos para cada uno según sus necesidades— ni signos monetarios ni, en general, trabajo asalariado.

Está claro que nada de esto existe en las nacionalizaciones occidentales u orientales.

•

Pero la vida de un "kibutz" supone un hombre casi perfecto. La razón principal del fracaso social de la mayor parte de las nacionalizaciones reside sin duda en el enorme avance alcanzado por la técnica en general y por la de las nacionalizaciones en particular, sobre el desarrollo del espíritu humano.

Un verdadero régimen socialista supone, en efecto, hombres entregados a su ideal como un religioso a su fe, teniendo la más alta consciencia de sus deberes de solidaridad, moralmente acendrado, habiendo apartado todo egoismo, todo gusto a la ganancia, todo espíritu de indisciplina o parasitario, que sea capaz de determinarse libremente, nacionalmente, en función del solo interés general.

Este tipo de hombre no existe aún. El régimen soviético no lo ha creado en cuarenta y cinco años de dictadura ni lo conseguirá en los veinte próximos años, aunque él así lo afirme en su nuevo programa.

Por último, la cuestión se presenta en estos términos, que nos servirán de conclusión y que constituyen la base del problema social:

¿No hay que intentar, para realizar la revolución social, aprovecharse de las circunstancias económicas o políticas favorables en tanto que la humanidad no se haya aproximado suficientemente a la perfección? O, al contrario, ¿hay que contar con la revolución social para acelerar seguidamente el progreso del espíritu humano? La primera solución —que fue frecuentemente la de los socialistas— se expone a provocar el desaliento retrasando largamente la transformación. La segunda —que es la de los comunistas desde 1917— desemboca en una larga dictadura que cambia de privilegiados sin abolir los privilegios.

La verdad se encuentra sin duda, como ocurre frecuentemente, entre esos dos extremos. Hay que preparar a la vez el espíritu humano y la revolución —el uno por un esfuerzo de instrucción y de propaganda, el otro por la puesta en marcha de medidas que a lo largo tengan un alcance revolucionario— como lo ha intentado Léon Blum en 1936. Porque en este caso, todo progreso sobre una de las dos vías permite y provoca el progreso sobre la otra. Pero entonces no hay que sorprenderse porque ciertas grandes reformas prematuras no den plena satisfacción, pues ellas se efectúan más de prisa que la transformación de sus beneficiarios.

IMPRIMERIE SPECIALE
26 - 30, Rue Sainte
MARSEILLE 1er

P. S. O. E. - U. G. T.

Reunión de las Comisiones Ejecutivas

Las Comisiones Ejecutivas del P.S.O.E. y de la U.G.T. se han reunido conjuntamente el viernes 2 de agosto para examinar la evolución de los movimientos huelguísticos que existen en Asturias. A pesar de las informaciones contradictorias que divulgan las agencias franquistas para desorientar a sus lectores, podemos asegurar que la digna actitud de los huelguistas se mantiene con toda firmeza frente a las provocaciones de los patronos y del Gobierno. Como no podía menos de suceder, el Gobierno franquista se ha decidido, al cabo de no pocos días, a dar la noticia de haber procedido a la detención de unos trabajadores comunistas. En cambio, silencia que han sido detenidos en Asturias no pocos compañeros nuestros socialistas y ugetistas. De todos modos, la detención de unos cuantos trabajadores no acabará con la huelga. Al contrario, irritará aún más a los huelguistas. Con lo que hay que acabar es con las causas que la provocaron. Las peticiones de los huelguísticas están archijustificadas. Mientras no se dé satisfacción a las reivindicaciones de los trabajadores en huelga, no cesará el malestar, cada día mayor, que existe en toda la clase obrera española. Las Comisiones Ejecutivas renuevan con ese motivo su total solidaridad con los huelguistas y agradecen a la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres su enérgica declaración de apoyo a los huelguistas.

Las Comisiones Ejecutivas examinaron igualmente lo tratado en las reuniones del Comité Director y Consejo General, adoptando las medidas pertinentes para poner en marcha las decisiones que se tomaron en dichas reuniones.

Las Comisiones Ejecutivas, por último, hicieron constar en acta su profundo sentimiento por el fallecimiento del viejo luchador socialista Manuel Serra y Moret.

Trois anniversaires

par Roger Fajardie

Les derniers jours de juillet réunissent, dans notre pensée fidèle, Jean Jaurès, Jules Guesde et Marx Dormoy.

Les hommes libres ne sont pas près d'oublier ce 31 juillet 1914 où Jean Jaurès tomba assassiné. Trois jours plus tard, la guerre qu'il avait passionnément voulu éviter, déferlait sur le monde. On imagine, par exemple, au travers du récit de Roger Martin-du-Gard, l'orateur de génie qu'il fut : « Dès les premiers mots, son organe bourdonnant, comme la cloche de bronze qui s'ébranle, avait pris possession de l'espace, et la salle, tout à coup, eut la sonorité d'un beffroi... ». Il n'est rien de plus actuel que le message de Jaurès, cet éminent universitaire socialiste qui savait « aller à l'idéal et comprendre le réel », et voulait « arracher l'homme aux nécessités de la vie obscure, concentrer en lui tous les rayons de la pensée, comme on pratique dans la forêt enchevêtrée et sombre quelques éclaircies où rit la lumière du soleil ».

Tout autre était Jules Guesde, mort le 28 juillet 1922, qu'Emile Zola a décrit « la parole déchirée, ne vivant que par l'âpre volonté de vivre, de réaliser le rêve de société future dont il était hanté ». Jaurès et lui ne se ressemblaient guère, et il leur arriva de se heurter ; la controverse publique, connue sous le titre : « Les Deux Méthodes », au cours de laquelle ils exposèrent leurs thèses respectives, révèle deux tempéraments fort éloignés, deux attitudes différentes à l'égard de l'action socialiste. Mais depuis l'unité de 1905, l'un et l'autre se retrouvèrent au premier rang des animateurs de ce Parti socialiste S. F. I. O. auquel Jules Guesde, disparu après la scission bolchévique, reste fidèle jusqu'au bout.

Depuis, le nom de Marx Dormoy est venu s'associer, dans notre souvenir, à ceux de Jaurès et de Guesde. En effet, celui qui avait succédé, en 1936, à Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du gouvernement Léon Blum, assassiné par la calomnie comme Jaurès l'avait été par les balles d'un criminel, fut lui-même, dans la nuit du 25 au 26 juillet 1941, assassiné par les hommes de la « cagoule » qu'il avait naguère combattus avec courage et fermeté. Ceux dont les thèses l'emportaient provisoirement avec le nazisme, ne lui pardonnaient pas de lutter pour la véritable paix qui « ne peut être édifiées que sur les principes de la liberté et de la démocratie ». Car ils haïssaient la liberté ; car ils n'étaient pas des démocrates.

Parce que nous aimons la liberté, parce que nous sommes des démocrates — en un mot, parce que nous sommes des socialistes — nous gardons, à l'heure des vacances qu'ils ont contribué à nous gagner, le souvenir de ces militants qui nous ont quitté au plein cœur de l'été.

Letras de luto

A las tres de la mañana del lunes día 8 de julio, después de una larga y penosa enfermedad, falleció en el hospital de Aix-en-Provence la señora Mercedes Pérez, esposa de nuestro compañero Antonio Guirao, presidente del Comité de la U.G.T. de Meyreuil.

El sepelio tuvo lugar a las cinco y media de la tarde del martes día 9, en la localidad minera de Trest (B.-du-Rh.).

Numerosas fueron las personas, tanto españolas como francesas, que formaron el cortejo fúnebre. Además de los Comités del P.S.O.E. y de la U.G.T., asistieron la casi totalidad de sus afiliados y un crecido número de compatriotas de la región minera.

En el cementerio nuestro compañero Teodoro Gómez pronunció unas sentidas frases de despedida necrológica.

Descanse en paz la señora Mercedes y que su esposo, nuestro compañero Guirao, hijos, nietos y demás familiares, hallen en las presentes líneas el testimonio de nuestra compartida tristeza y de nuestro sentido pésame.

Corresponsal.

Hace unos días falleció en Barcelona doña Nicéfora Menaza, a los ochenta y seis años de edad. Era madre de nuestro inolvidable compañero Juan José Fernández Menaza, fallecido en Decazeville.

Esta sufrida mujer tuvo la gran desgracia de ver fusilar a su marido cuando llegaron los franquistas a Santander. Siempre tenía presente el horrible cuadro que acabó con su felicidad para toda su vida.

A su numerosa familia en el exilio, afiliada a nuestras organizaciones, así como a sus hijos residentes en España, les expresamos nuestra sentida condolencia.—C.

La crîtica y la delaciôn

En la Sección "Cartas al Director" del periódico "La Gaceta Regional", de Salamanca, se publicó una carta del profesor Aranguren, cuyo texto reproducimos a continuación:

EL SEÑOR ARANGUREN SE ACOGE AL "DERECHO DE UNA BREVE DUPLICA"

Don José Luis L. Aranguren nos remite la carta que sigue, acogiéndose al "derecho de una breve dúplica". Accedemos a insertarla, no obstante el anuncio hecho respecto a la terminación de esta comentada polémica cultural. Dice así la carta aludida:

Muy señor mío y de mi mayor consideración:

Lamento tener que enviarle por segunda vez una carta con el ruego de su publicación, pero creo que tras el mucho espacio antiperiodísticamente consumido por el padre Fraile, lo menos que se me puede conceder es el derecho a una breve dúplica. En cualquier caso, es la última palabra que escribiré sobre este asunto. Mi dúplica se concreta en los dos puntos siguientes:

1.º Usando del esquema comtiano con libertad, he hablado de un estadio "teológico". Después de los artículos del padre Fraile, es menester hablar también de una mentalidad de ese tipo. El padre Fraile podrá tener mayor o menor información extrínseca de la filosofía moderna, pero en realidad no comprende nada de ella; no ya de Comte, que sigue siendo mucho más importante de lo que él piensa —y conste que no soy positivista ni neopositivista—, sino ni siquiera de Zubiri. (Conviene puntualizar que la expresión "metafísica intramundana" que al padre Fraile le parece un dislate, es de Zubiri, no mía.) El espíritu positivo significa para mí —y la cosa quedaba bien clara en el tan aireado artículo de "Cuadernos" (1) — tener plena conciencia de que hoy no se puede hacer filosofía sino en contacto muy estrecho con la ciencia positiva. La Universidad, en sus Facultades "literarias", no mantiene estructuralmente ese contacto y por eso es, a mi juicio, insatisfactoria. Lo cual, evidentemente, no tiene nada que ver con el hecho de que haya en ella personalidades eminentes.

La función que se arroga el padre Fraile, de "corregir" al que, a su juicio, yerra —a Zubiri, a mí y a todo el que ose levantar la voz—, muestra de nuevo su mentalidad "teológica" o, si se quiere más claro, "clericalista". A mí jamás se me ocurriría "corregir" lo que exponga el padre Fraile, por muy público que lo haga. Sin embargo tengo, por lo menos, tanta autoridad filosófica como él.

2.º El trasfondo de la cuestión, al que con tanta pertinacia alude el padre Fraile, y las referencias totalmente extrafilosóficas que reitera, muestran que él, sin duda poco simpatizante con la teología kerigmática, ha inventado en cambio otra sorprendente forma de pastoral: la que podríamos llamar "teología denunciatoria". Debo reconocer que se trata de una forma completamente inédita de apostolado, sin duda en relación con su manera de entender la caridad. Antiguamente la Iglesia ejercitaba el derecho de asilo; el padre Fraile prefiere ejercer el derecho de delación. Lástima que, en el presente caso, su conspicua labor sea completamente ociosa: no tengo nada que ocultar en ese terreno y mis actividades empiezan y terminan en la más abierta publicidad. Por otra, el padre Fraile muestra estar, en cuanto al Movimiento, casi tan anticuado como en filosofía. Pues lo que yo pido no es sino que se lleve a la práctica, de verdad, el programa de "liberalización" enunciado por el señor ministro de Información Si pues yo, por un momento, me arrogase, a imitación suya, la función de "corregir", aconsejaría al padre Fraile que se deje de denuncias y se dedique al estudio y la oración. Es lo suyo. La tarea policíaca está ya cumplidamente desempeñada por quienes tienen a su cargo ese cometido. No necesitan de su espontánea colaboración.

Le saluda muy atentamente,

José Luis L. ARANGUREN

(1) Se refiere al artículo "El futuro de la Universidad española", "Cuadernos", núm. 62.

¡ OLLENHAUER Presidente de la Internacional Socialista ?

Guy Mollet, secretario general de la S.F.I.O. ha propuesto la candidatura de Eric Ollenhauer, secretario general del Partido Socialdemócrata Alemán como presidente de la Internacional Socialista.

El puesto de presidente de la Internacional lo ocupó hasta su muerte, en 1962, el danés Alsing Andersen.

La elección de nuevo presidente se llevará a cabo durante el próximo Congreso de la Internacional Socialista, que se celebrará en Amsterdam en septiembre próximo.

La proposición de Guy Mollet ha sido transmitida a todos los Partidos miembros de la Internacional. Se sabe que ha sido acogida con la más viva simpatía, y la elección de Eric Ollenhauer parece fuera de duda.

"L'exemple exaltant de la Mongolie"

par Serban VOINEA

Dès l'avènement du socialisme moderne en Occident, vers le milieu du XIXe siècle, les idées des utopistes français, d'Osen et de Marx, trouvaient des adeptes au-delà des pays avancés qui disposaient d'un prolétariat industriel. Sous l'influence surtout du marxisme et de la conception du développement social organique, les socialistes des pays arriérés devaient s'interroger sur les possibilités d'accéder un jour au socialisme. Selon le schéma généralement admis, ils devaient pouvoir parvenir au socialisme lorsqu'ils auraient eux-mêmes développé un puissant prolétariat industriel.

Si l'orientation du mouvement était prévisible, le temps qu'il faudrait pour y parvenir l'était beaucoup moins. Aussi, dans les polémiques entre organisations ouvrières et partis bourgeois des pays arriérés, la question du moment de leur accession au socialisme joua un rôle considérable. Les représentants des classes dominantes disaient : « Ne faites pas entrer en ligne de compte une éventualité qui ne pourra se réaliser que dans des siècles ». A quoi les théoriciens socialistes répondaient en substance : Vous avez importé le capitalisme de Grande-Bretagne et de France, d'Allemagne et d'Autriche ; nous ferons de même pour le socialisme. Le moment de son instauration chez nous coïncidera donc avec l'avènement du socialisme dans les pays avancés qui dominent leur époque.

Le même problème se pose de nos jours dans le camp communiste. La Russie y joue le rôle du pays le plus avancé. Elle affirme, depuis un quart de siècle, avoir déjà réalisé le socialisme et se trouver sur la voie de la construction du communisme. Il était normal que les pays arriérés par rapport à l'Union Soviétique demandent : Quand entrerons-nous nous-mêmes au paradis ?

Moscou a trouvé à cette question une réponse similaire à celle que les Socialistes de l'Est de l'Europe donnaient à leurs adversaires : Vous entrerez dans la phase du communisme à peu près en même temps que nous.

Citons quelques-unes de ces affirmations, qui n'ont pas trouvé l'écho qu'elles auraient mérité. Dans son rapport, au XXIe Congrès du P.C.U.S., Khrouchtchev soulevait la question de l'arrivée probable au communisme de certains pays, tandis que les autres pays socialistes resteraient « bien loin en arrière ». Il répondait lui-même que les pays socialistes, « en mettant à profit les possibilités offertes par le régime socialiste, passeront plus ou moins simultanément à la phase supérieure de l'évolution sociale, à la société communiste ».

Comment réussiront-ils une telle prouesse ? Eh bien, grâce « à la coopération et l'entraide » des pays plus avancés, ils les rattraperaient. Il faudrait pour cela qu'ils adoptent « un rythme accéléré » de développement.

Comme preuve, Khrouchtchev évoquait « l'exemple exaltant » de la Mongolie, dont la population d'éleveurs nomades de bétail a « brûlé l'étape capitaliste et s'est engagée depuis longtemps dans la voie du socialisme ». Toute l'Asie, qui se trouvait au stade pré-capitaliste, a ainsi réussi à passer au socialisme.

Que le Vietnam ou la Corée du Nord se soient contentés de promesses aussi vagues, rien de surprenant. Mais la Chine ? Le plus vieil Etat de l'Histoire, la plus ancienne civilisation du monde, la seule qui ait traversé, immuable, quarante siècles, devait demander, exiger que Moscou remplisse ses obligations et mette en pratique « la coopération et l'entraide » promises. Les maîtres actuels du Céleste Empire ont essayé, grâce au « grand bond en avant » et aux communes populaires, de rattraper rapidement l'Union soviétique et de se passer ainsi de l'aide qu'ils ne recevaient de toute manière qu'au compte-gouttes. Lorsque Mao-Tsé-Toung se fut convaincu que Moscou ne l'aiderait pas, que Khrouchtchev préférait aider économiquement des pays en dehors du camp communiste, il ne s'impose plus aucune retenue — et c'est ainsi qu'on en est arrivé à cette violence de langage des polémiques actuelles entre Moscou et Pékin.

L'idéal des dirigeants de l'Union Soviétique, comme de ceux de la Chine Populaire, est de dépasser les uns les Etats-Unis, les autres l'U.R.S.S. Ni les uns, ni les autres, ne peuvent progresser rapidement dans une telle voie, sans l'appui du pays qu'ils veulent rattraper et dépasser. Khrouchtchev paraît s'en rendre compte, et il est toujours plus persuadé qu'il parviendra à élever encore le degré de développement économique de son pays, grâce à l'aide que doit lui assurer l'intensification des échanges avec l'Occident ; ce qui explique, en partie, sa volonté de coexister pacifiquement avec les pays capitalistes.

Mao-Tsé-Toung a choisi une voie différente. Il n'aime pas « quémander » à Moscou et déteste les Yougoslaves. Pourtant, s'il rompt avec l'U. R. S. S., ne sera-t-il pas acculé, pour survivre et ne pas renoncer à l'industrialisation, à recourir, comme Belgrade, à l'aide américaine ? L'exemple de la Mongolie, si soumise, ne lui paraît pas exaltant. La logique des choses l'amènera-t-elle un jour à la méthode de Tito ?

Cuidado, mucho cuidado con los provocadores

En Madrid se han producido dos explosiones el 29 de julio. Una de ellas, a las seis de la tarde en los locales de la Dirección General de Seguridad, departamento de pasaportes. Según la nota de la policía, hubo 37 personas heridas. La segunda explosión tuvo lugar a altas horas de la noche ante el edificio de los Sindicatos verticales, produciendo algunos daños materiales. El corresponsal de "Le Monde", al informar de esos sucesos, decía: « ¿Qué pretenden los terroristas con esos actos criminales cuya eficacia política es más que dudosa? Los madrileños —añadía— están inquietos, sean cuales fueren sus sentimientos políticos. Y la oposición al régimen no los aprueba por ser hostil a esos actos de violencia y por estar convencida de que tales actos sólo favorecen al general Franco. »

Tres días después de haberse producido esas explosiones, la Dirección General de Seguridad anunció haber detenido, el 30 de julio, a dos sospechosos que merodeaban cerca del Palacio de Oriente que —dice la información oficial— era seguramente el nuevo objetivo de los terroristas. La policía los considera como ser los autores de las explosiones del 29 de julio, y da sus nombres: Francisco Granados Gata, de 31 años, y Joaquín Delgado Martínez, de 30 años. Los dos españoles residentes en Francia. Y como era de esperar, la policía afirma y la prensa repite, que «los dos terroristas habían recibido especial instrucción en un Centro de formación de terroristas dirigido por exiliados españoles en la región de Toulouse ». No podía faltar lo de la "escuela de terroristas de Toulouse" que sale a relucir en todas las declaraciones procedentes de la Dirección General de Seguridad y de la que habló idiotamente el general-ministro de la Gobernación Camilo Alonso Vega, escuela que ni la policía francesa ni la nube de agentes franquistas que vivaquean en Toulouse y en el resto de Francia, han podido localizarla. En cambio, como se sabe, no fue difícil localizar las escuelas que los terroristas del O. A. S. tenían en Valladolid y en Alicante.

El viernes 2 de agosto, de madrugada, en Toulouse, en la rue Belford, ante el domicilio de la Confederación Nacional del Trabajo de España, se produjo una fuerte explosión que causó daños materiales considerables. Y aunque parezca grotesco, en "Le Figaro" del 3 de agosto, al dar la noticia de esa explosión pudo leerse lo que sigue: « Los inspectores de policía de Toulouse están persuadidos de que se trata de una manifestación intempestiva de la rivalidad crónica que existe entre los medios anarquistas ibéricos y las demás organizaciones españolas de izquierda del exilio en la región tolosana. »

Nadie que conozca los medios de la emigración política española puede aceptar tan absurda interpretación. En cambio, lo lógico es pensar que se trata de una venganza, de un acto cometido por agentes franquistas como réplica a las explosiones de Madrid. Agentes franquistas capaces de realizar fechorías de ese jaez no faltan, desgraciadamente, en Francia. Y desde luego, abundan en Toulouse. Como abundan los confidentes y agentes provocadores. ¿Quién no recuerda el allanamiento que sufrieron los locales del Partido Socialista Obrero Español una madrugada del mes de noviembre de 1951, para robarnos unos documentos políticos que suponían estaban en nuestros archivos, allanamiento que todo el mundo sabe fue planeado por el famoso comisario Polo, de Barcelona, y realizado por agentes venidos de la Ciudad Condal? ¿Quién no recuerda igualmente que fue "suicidado" en Bourg-Madame, en junio de 1950, nuestro compañero Ciriaco López y que quien lo "suicidó" vino de España a realizar su crimen y robarle unos supuestos documentos políticos que creían le habíamos confiado en el Congreso del Partido celebrado días antes?

En octubre de 1962 hubimos de distribuir entre nuestras Secciones una hoja con cinco fotografías —cuatro hombres y una mujer— para que nuestros compañeros redoblaran la vigilancia, pues esos individuos actuaban en los medios de la emigración como agentes provocadores franquistas. Y no hace mucho tiempo se nos aseguró que las autoridades francesas lograron descubrir a un agente provocador franquista que en Toulouse había comenzado ya la odiosa tarea de incitar a unos muchachos a que realizasen en España actos de violencia. Estamos convencidos de que no sería difícil encontrar en cada una de las operaciones violentas producidas en España, la intervención de algún mal nacido agente provocador franquista disfrazado de furibundo revolucionario.

Pero digámoslo de una vez y con toda claridad: los actos violentos de esa naturaleza, carecen de eficacia política. Solo favorecen, como dice el corresponsal de "Le Monde", al general Franco. El régimen franquista está corroído y se desintegra a ojos vistos. Y para sobrevivirse, quiere atemorizar a los españoles ofreciéndoles una visión apocalíptica de lo que sería España si el Caudillo desapareciera. Todos los males que anuncia son obra de los exiliados. El, Franco, y solo él, con su régimen, son capaces de asegurar las plácidas digestiones de sus súbditos. La prueba está hecha. En cuanto se produce una explosión o se comete un sabotage, la policía franquista descubre al día siguiente a los autores de las fechorías. Tantos aciertos policíacos y tanta rapidez, no dejan de ser sospechosos...

Por lo demás, lamentamos profundamente las víctimas inocentes que han producido las explosiones de Madrid. Lamentamos igualmente las represalias cometidas con la C. N. T. en Toulouse, a la que saludamos fraternalmente en estas horas de prueba. Pero, sobre todo, pensamos en esos dos muchachos víctimas de una falsa ilusión, hoy presos en Madrid, expuestos a que los tribunales militares descarguen sobre ellos todo el furor homicida del régimen franquista.

R.

El Socialismo no es un fantasma

"El socialismo no es un fantasma, es une fuerza positiva o negativa ; pero de todos modos, una fuerza que ha de influir en la evolución de nuestras instituciones legales y políticas. La propiedad individual está, pues, subordinada a intereses superiores y siempre que éstos lo exijan no debe de haber inconveniente alguna en sacrificarla. Preciosa es también la vida, y se la sacrifica por el ideal cuando el ideal así lo exige ". Angel GANIVET

(«Idearium Español»

LOS AMOS

por Juan BOSCH
Presidente de la Repùblica Dominicana

LOS amos ... ...

Cuando ya Cristino no servía ni para ordeñar una vaca, don Pío lo llamó y le dijo que iba a hacerle un regalo.

—Le voy a dar medio peso para el camino. Usted está muy mal y no puede seguir trabajando. Si mejora, vuelva.

Cristino extendió una mano amarilla, que le temblaba.

—Mucha gracia, don. Quisiera coger el camino ya, pero tengo calentura.

—Puede quedarse aquí esta noche, si quiere, y hasta hacerse una tisana de cabrita. Eso es bueno.

Cristino se había quitado el sombrero, y el pelo abundante, largo y negro, le caía sobre el pescuezo. La barba escasa parecía ensuciarle el rostro, de pómulos salientes.

—Ta bien, don Pío —dijo—, que Dios se lo pague.

Bajó lentamente los escalones, mientras se cubría de nuevo la cabeza con el viejo sombrero de fieltro negro. Al llegar al último escalón se detuvo un rato y se puso a mirar las vacas y los críos.

—Qué animao ta el becerrito —comentó en voz baja.

Se trataba de uno que él había curado días antes. Había tenido gusanos en el ombligo y ahora correteaba y saltaba alegremente.

Don Pío salió a la galería y también se detuvo a ver las reses. Don Pío era bajo, rechoncho, de ojos pequeños y rápidos. Cristino tenía tres años trabajando con él. Le pagaba un peso semanal por el ordeño, que se hacía de madrugada, las atenciones de la casa y el cuido de los terneros. Le había salido trabajador y tranquilo aquel hombre, pero había enfermado y don Pío no quería mantener gente enferma en su casa.

Don Pío tendió la vista. A la distancia estaban los matorrales que cubrían el paso del arroyo, y sobre los matorrales que cubrían el paso del arroyo, y sobre los matorrales, las nubes de mosquitos Don Pío había mandado poner tela metálica en todas las puertas y ventanas de la casa, pero el rancho de los peones no tenía puertas ni ventanas; no tenía ni siquiera setos. Cristino se movió allá abajo, en el primer escalón, y don Pío quiso hacerle una última recomendación.

—Cuando llegue a su casa póngase en cura, Cristino.

—Ah, sí, como no, don. Mucha gracia —oyó responder.

El sol hervía en cada diminuta hoja de la sabana.

Desde las lomas de Terrero hasta las de San Francisco, perdidas hacia el norte, todo fulgía bajo el sol. Al borde de los potreros, bien lejos, había dos vacas. Apenas se las distinguía, pero Cristino conocía una por una todas las reses.

—Vea, don —dijo—, aquella pinta que se aguiata allá debe haber parío anoche o por la mañana, porque no la veo barriga.

Don Pío caminó arriba.

—¿Usted cree, Cristino? Yo no la veo bien.

—Arrímese pa aquel lao y la verá.

Cristino tenía frío y la cabeza empezaba a dolerle, pero siguió con la vista al animal.

—Dése una caminadita y mela arrea, Cristino — oyó decir a don Pío.

—Yo fuera a buscarla, pero me toy sintiendo mal.

—¿La calentura?

—Unjú. Me ta subiendo.

—Eso no hace. Ya usté está acostumbrado, Cristino. Vaya y traigamela.

Cristino se sujetaba el pecho con los dos brazos descarnados. Sentía que el frío iba dominándolo. Levantaba la frente. Todo aquel sol, el becerrito...

—¿Va a traérmela? — insistió la voz.

Con todo ese sol y las piernas temblándole, y los pies descalzos llenos de polvo.

—¿Va a buscármela, Cristino?

Tenía que responder, pero la lengua le pesaba. Se apretaba más los brazos sobre el pecho. Vestía una camisa de listao sucia y de tela tan delgada que no le abrigaba.

Resonaron pisadas arriba y Cristino pensó que don Pío iba a bajar. Eso asustó a Cristino.

—Ello sí, don —dijo—; voy a dir. Deje que se me pase el frío.

—Con el sol se le quita. Hágame el favor, Cristino. Mire que esa vaca se me va y puedo perder el becerro.

Cristino seguía temblando, pero comenzó a ponerse de pie.

—Sí; ya voy, don — dijo.

—Cogió ahora por la vuelta del arroyo — explicó desde la galería don Pío.

Paso a paso, con los brazos sobre el pecho, encorvado para no perder el calor, el peón empezó a cruzar la sabana. Don Pío le veía de espaldas. Una mujer se deslizó por la galería y se puso junto a don Pío.

—¡Qué día tan bonito, Pío! — comentó con voz cantarina.

El hombre no contestó. Señaló hacia Cristino, que se alejaba con paso torpe, como si fuera tropezando.

—No quería ir a buscarme la vaca pinta, que parió anoche. Y ahorita mismo le dí medio peso para el camino.

Calló medio minuto y miró a la mujer, que parecía demandar una explicación.

—Malagradecidos que son, Herminia — dijo—. De nada vale tratarlos bien.

Ella asintió con la mirada.

—Te lo he dicho mil veces, Pío — comentó.

Y ambos se quedaron mirando a Cristino, que ya era apenas una mancha sobre el verde de la sabana.

(De "Horizontes", Méjico.)

● « Las concepciones políticas no tendrán nunca plena realidad en los hechos, mientras las ideas que las informan no tengan una plena realidad en las conciencias. Toda manifestación de la espiritualidad que no se base en sólidos contenidos morales, o vivirá de precario, o se extinguirá entre la contradicción de las palabras y de los actos. »

Jean JAURES

LOS INTELECTUALES Y LA POLITICA

¡Cuántas veces se ha dicho que la política era un refugio para los intelectuales! Desde luego, hay profesiones que se prestan a maravilla con las actividades de quienes preferentemente se consagran a la política. Jaime Balmes, citado con tanta complacencia por los monopolizadores del patriotismo, escribió lo siguiente hace más de un siglo:

« Cada año sale de las Universidades y colegios un crecido número de jóvenes que han concluído su carrera; que tienen desarrollada su inteligencia, que han vivido largos años con la esperanza de conquistar una posición social distinguida, y que, sin embargo, se hallan de repente sin ocupación, sin medios de subsistencia, que tropiezan con mil obstáculos dondequiera y de cualquier modo que se propongan ejercer su facultad; que hallan obstruídos todos los caminos, cerradas todas las puertas, en situación mucho más triste que la del oscuro jornalero y con las muchas necesidades de su categoría. De ahí resulta una especie de democracia que, ora bajo la forma revolucionaria, ora bajo la conservadora, se agita en la esfera política, porque la política es el UNICO punto que le ofrece ilusiones de porvenir, halagándole con esperanzas de una colocación decorosa. »

Balmes pinta de mano maestra. La política abrió sus brazos a Espronceda, Campoamor, Núñez de Arce, a casi todos los escritores y poetas del siglo pasado, que encontraban en las filas de los partidos conservadores una prolongación de la lista civil de la clase media.

A principios de siglo, si se exceptúan a Jaime Vera y Verdes Montenegro, eran contados los intelectuales que figuraban en el socialismo español. Había algunos que no pertenecían a oficios manuales, desempeñaban puestos de ínfima categoría en periódicos diarios o actuaban de pasantes de abogados que por entonces se abrían paso a costa de infinitas dificultades. Con la incorporación de Julián Besteiro a la Agrupación Socialista Madrileña cambió el panorama, y la Casa del Pueblo se vio concurrida —a veces excesivamente concurrida— de intelectuales, que desfilaban por sus tribunas, ingresaban en nuestras filas y casi siempre las abandonaban sin dejar rastro. Luis Araquistáin analizó este fenómeno en un trabajo suyo que he reproducido en otro lugar, y del que tomo lo que sigue:

« Este desvío de los intelectuales no ha favorecido al socialismo español. Porque el propulsor de las grandes agitaciones sociales es siempre el hombre de pensamiento. Sin Marx, sin Engels, sin Jaurés, sin Bernstein, sin Vandervelde, sin los Webb, sin Bernard Shaw y los fabianos ingleses, sin Lenin ni Trotsky, sin éstos y otros teóricos que han creado y recreado el pensamiento socialista, no se concibe el socialismo. El error de los intelectuales es mezclarse demasiado en la parte puramente funcional de los partidos y organizaciones obreras. Eso debe quedar para los obreros más inteligentes, para los que forman como una aristocracia, como una selección entre la propia clase trabajadora. El intelectual debe huir en general de los "cargos", en parte porque esto puede empañar, a los ojos de los más recelosos, con el vaho de una aparente ambición personal, la pureza de los móviles, y en parte porque a sus funciones de crítica, de constante revisión, de clarificación, de definición, de estímulo, y aun por su especial sicología, le cuadra mejor la distancia. Hay, claro está, casos admirables en que un intelectual se compenetra totalmente con la organización obrera y la organización obrera con él, como el de Julián Besteiro, presidente del Partido Socialista y de la Unión General de Trabajadores. »

Por su parte, Américo Ghioldi, en "Partido de trabajadores y escuela de orientación intelectual", Buenos Aires, 1946, escribió lo que sigue:

« Los intelectuales que sólo saben lanzar manifiestos solemnes y proclamas vacías en circunstancias dadas no ejercen una función política de apreciables consecuencias. La idea y la acción tienen que marchar juntas, mejor aún, fundidas en coherente unidad. Como síntesis de estas reflexiones, sometemos a la meditación de los lectores este pensamiento de Nicolás Repetto, que lo tomamos del sustancioso libro "Tiempos difíciles": "Es indispensable haber puesto alguna acción o experiencia para comprender la teoría." »

Casi todos los partidos socialistas están dirigidos por intelectuales. El Partido Socialista de Bélgica, en su programa de lucha, hace la siguiente declaración:

« El Partido Socialista Belga tiene necesidad de médicos y de nigienistas para las obras futuras de Sanidad pública; de profesores y de maestros para las escuelas de mañana; de ingenieros y químicos para las empresas socializadas; de arquitectos y urbanistas para transformar la casa y la ciudad; de escritores y de artistas para proclamar la grandeza del trabajo emancipado; de sabios y de inventores para el progreso de la técnica; de contables y de actuarios, de economistas y filólogos, de funcionarios y de juristas. »

Ramón Aron, en "El opio de los intelectuales", se expresa así:

« Todas las doctrinas, todos los partidos —tradicionalismo, democracia, nacionalismo, fascismo, comunismo— han tenido y siguen teniendo sus chantres y sus pensadores. Son los intelectuales, en cada grupo, los que transfiguran opiniones o intereses en una teoría; por teoría no se contentan con vivir, quieren pensar su existencia. »

El socialismo francés tuvo un hombre que dentro y fuera del Parlamento llegó a ser una gloria nacional: Juan Jaurés. Durante los meses de septiembre y octubre de 1911, Jaurés pronunció una serie de conferencias en la República Argentina, recogidas en un tomo. De ahí hemos escogido el siguiente párrafo, de insuperable poesía:

« Admirar solos, saber admirar solos, saber, ante la belleza de un libro, de un paisaje o de una narración histórica admirar solos la belleza, es una grande y noble cosa. Pero esa admiración se ensancha y eleva y adquiere un valor más intenso cuando otras cuerdas, con su originalidad profunda y particularísima, vibran en la misma emoción. Subid a una montaña: desde la cumbre más alta admiraréis el horizonte infinito, donde parecen tocarse el azul del mar y el azul del cielo. Quedaréis silenciosos y emocionados en el recogimiento, en esa comunión del hombre con la belleza de las cosas. Pero a vuestro lado se levanta el murmullo de una admiración igual a la vuestra; un hombre como vosotros, cuyos ojos están llenos de la misma belleza e iluminados con la misma llama, os muestra en lo que vosotros admiráis rasgos que él ha sorprendido, el intercambio de la emoción se establece y todas las facultades del alma se purifican elevándose a las más altas alturas. Por eso el filósofo decía: los cuerpos chocan, los espíritus no. Los apetitos brutales de los hombres son los cuerpos, los apetitos sublimes son los espíritus. »

Volvamos a Julián Marías, que en "Los españoles", página 213, aborda el tema de los intelectuales y la política. Es interesante seguirle:

« Se me ha dicho muchas veces que las minorías intelectuales más representativas eran "izquierdistas", y desde la guerra civil ha sido un lugar común la atribución a "los intelectuales" de todo género de culpas políticas. Hay que decir que la gran mayoría de los intelectuales de calidad, casi con la única excepción de Maeztu, eran "liberales", en el sentido —previo a la "política" y más profundo que ella— de que creían que al hombre le pertenece la libertad de disponer de su destino, que tiene algo que decir en la vida de su país, que hay muchas cosas inseguras, respecto de las cuales hay derecho a opinar de diversos modos, sin ser por ello aplastado ni excluído. Muy pocos intelectuales intervenían en política, y cuando lo hacían solía ser con suma moderación; apenas había

Leyendo

Julià MARÍAS Y C

— VII

Por

Andi

SABO

AIMEZ-VOUS LA CULTURE?

L'Institut du Travail, de Strasbourg, vient de publier un gros livre plein de statistiques, sous le titre « Les ouvriers et la culture ».

Dire que ce volume se lit comme un roman serait excessif. Mais les philosophes et les sociologues prendront sans doute quelque intérêt à compiler, computer et cogiter les réponses qu'ont faites les malheureux ouvriers à leurs insatiables interrogateurs. Voici, prises au hasard des pages, quelques-unes des questions posées :

— Que pensez-vous de la culture ?

— Quel est votre poète préféré ?

— Aimez-vous la peinture abstraite ?

— Etes-vous syndiqué ?

— Pourquoi avez-vous choisi votre métier actuel ?

— Quelles études avez-vous faites ?

— Combien gagnez-vous par semaine ?

— Un diplôme vous aurait-il permis de gagner davantage, dans votre situation actuelle ?

— Pensez-vous à accroître votre qualification professionnelle ?

— Bricolez-vous ? A quoi ?

— Vous intéressez-vous à une « science gratuite » quelconque ? Laquelle ? (Histoire, biologie, linguistique, électronique, mathématique, chimie, astronomie, géologie, etc.).

— Jouez-vous du piano ? De la trompette ? De la guitare ?

— Combien de fois par an allez-vous au théâtre ? Quel théâtre ?

— Jardinez-vous ?

— Que préférez-vous écouter à la radio ?

— Avez-vous la télévision ? Quels programmes préférez-vous ?

— Si vous êtes dans une autre ville, aimez-vous d'y visiter les musées ?

— Lisez-vous les journaux ?

— Quelles revues périodiques lisez-vous ?

— Quelles connaissances vous paraissent indispensables à l'homme moderne ?

Bigre ! Je ne voudrais pas me faire interroger par MM. les statisticiens-sondeurs de l'Institut du Travail de Strasbourg. Je craindrais de rester à quia. Mais les ouvriers français ont la langue mieux pendue que moi : par dizaines de milliers, ils ont répondu. Et leurs réponses, passées au crible de la statistique ont recomposé en chiffres et en tableaux toute l'humble vie quotidienne du travailleur manuel « moyen », avec ses rêves, ses déceptions, son esprit et son cœur.

Tous ces chiffres fournissent finalement aux enquêteurs de froides et scientifiques conclusions, soulignant par exemple que l'ouvrier et la culture ne semblent guère se rapprocher plus l'un de l'autre que naguère.

« L'ouvrier adopte à l'égard de la cluture une attitude de méfiance ou de retrait qui continue à le maintenir à un niveau faible de participation culturelle. »

Est-ce l'ouvrier qui a tort ? Ou est-ce cette fameuse culture qui n'est pas très adéquate ? Je n'oserais opiner.

De toute façon, le rapport souligne que l'ouvrier ne voit trop souvent dans la culture qu'un vulgaire moyen **d'évasion**, et non d'enrichissement. La télévision et les voyages, par exemple, lui fournissent une grande accumulation d'informations très diverses ; mais leur apport culturel est minime, car « la capacité de prendre par rapport à ces informations une distance psychologique et mentale est fort peu répandue parmi les ouvriers », paraît-il.

Peut-être. Mais cela n'est-il vrai que pour les ouvriers ? Je voudrais bien qu'une savante enquête me fournisse d'analogues statistiques culturelles pour les autres catégories sociales et me prouve que pour elles, les voyages et la télévision sont beaucoup mieux qu'une vulgaire « évasion ».

J. d'O.

do libros

Y ORTEGA Y GASSET

— VIII —

Por

Andrés ABORIT

marxistas entre ellos, y algún socialista, como Julián Besteiro, profesor de la Universidad, era la cima del liberalismo y la tolerancia, y una de las figuras más nobles de la vida pública española.»

Que yo sepa, es la primera vez que en un libro publicado en España y por quien está sometido a las leyes del régimen vigente, se habla de Besteiro y se hace el elogio de su excelsa personalidad. No importa que Julián Marías le clasifique exclusivamente en una posición, que no era incompatible —¡qué había de serlo!— con su pública y reiterada adhesión al marxismo. Besteiro era, en efecto, «una de las figuras más nobles de la vida pública española». Julián Marías no hubiera podido decir más, aunque hubiera querido decirlo. Pero Besteiro, además de liberal, demócrata y republicano, era socialista. En "El Liberal" de Madrid, al responder a una encuesta abierta acerca del liberalismo, respondió del siguiente modo, 25 de diciembre de 1927:

«Seguramente hay muchos liberales en España, y aun muchos admiradores de la revolución liberal, y aun muchos revolucionarios, por lo menos teóricos. Lo que ocurre es que si se somete a prueba la idea que de la libertad tienen muchos de estos liberales, nos encontramos con que no la defienden con calor sino en cuanto les sirve de salvaguardia de sus intereses personales, o de su familia, o de su clientela, o de la clase social a que pertenecen: en suma, en cuanto la libertad consiste realmente en un privilegio para ellos o para los suyos.»

Besteiro definía a la perfección, en cada uno de esos apartados, a los diversos grupos del liberalismo alfonsino, tan caído en el abismo, que la subida al Poder de acuerdo con el rey, del general Primo de Rivera, no produjo sorpresa ni casi pesadumbre en la opinión pública española. Ese es el peligro de actuar deshonestamente en política. El propio general Primo de Rivera incurrió en el mismo defecto que censuraba en sus antecesores: tan pronto como se sentó en el sillón presidencial, los tres meses que ofreció había de durar su etapa depuradora se convirtieron en siete años, y hubiera seguido gobernando si Alfonso XIII no le hubiese abierto el camino del destierro.

Don Salvador de Madariaga, uno de los últimos liberales del viejo régimen, que no ha escatimado las censuras al socialismo por lo mismo que siente en carne viva el individualismo, pasado de moda ya hace años, en su libro "España", donde nuestros jóvenes pueden encontrar muchos datos de interés, no todos justos ni acertados, ha escrito lo que reproducimos a continuación:

«Desde luego, el político militar detesta la libertad de la prensa. La libre discusión es la vía más segura para alcanzar el orden verdadero, que reside en el pensamiento precursor de las realidades. Pero el político militar no sabe lo que es orden verdadero. Todos ellos, aun los que entraron en la política por las puertas liberales, han sido incapaces de gobernar sin el censor. Instintivamente limitaron el campo político al de las fuerzas materiales, en el que se sentían más fuertes. Sobre esta base instintiva y temperamental de su oposición a la libertad de la prensa alzaron, desde luego, el cúmulo usual de razones para explicarla. La insuficiencia intelectual de tales razones vino a ser nuevo incentivo para hacer más extricta todavía la opresión de la censura.»

La dictadura, sea militar o civil, no puede vivir holgadamente sin derogar la libertad de imprenta. Ahí está su principal enemigo. Ya lo hizo notar Víctor Hugo, en frase inmortal. Víctor Hugo, cuyos libros nunca dejarán de interesar a las juventudes del porvenir, aunque sus enemigos de ayer y de hoy pretendan encerrarlos en el panteón del olvido.

A pesar de que en España no hay libertad, se edita mucho, pero se archiva más sin haberlo leído. A juicio de Julián Marías, «un buen libro de ensayo encuentra fácilmente editor, porque éste sabe que no perderá su dinero, que miles de españoles lo comprarán y lo leerán», y añade:

«¿Qué consecuencia se desprende? En mi opinión, una extremadamente alentadora: estos libros, que van de lo genial a lo estimable, honran a un pueblo. Y prueban que hay en España —incluyo, claro está a los que no residen en su territorio, o sólo a veces— vida intelectual. Lo que falta —y esto explica que esa vida sea relativamente desconocida o esté soterrada— es "convivencia" intelectual... Hay malos usos intelectuales que importaría revisar: la atribución falsa, a un autor posterior, de ideas muy anteriores; la cita "marginal", para que no se pueda decir que hay omisión, eludiendo los textos principales de un autor, al cual acaso se ha aprovechado ampliamente (o, lo que es peor, que no se quiere aprovechar).»

Como se ve, Marías conoce el paño a las mil maravillas. Todo ello, ¡qué triste y desolador es!

Hay en "Los españoles" un análisis de la actuación de los intelectuales en estos años en que nuestro país se ha destrozado en una lucha cruel. Es interesante divulgar el punto de vista de Julián Marías, página 214 de su libro:

«Es cierto también que muchos intelectuales —no todos, por supuesto—, "una vez iniciada la guerra civil, tomaron partido" por uno u otro lado. Muchas veces, por simple temor —justificado—; otras, por apasionamiento, casi siempre por indignación frente a las violencias o la injusticia del otro bando; muchos, por creer inevitable aceptar uno de los dos como "mal menor". Buen número de ellos se vieron arrastrados por el mecanismo de la beligerancia, por el mimetismo o por el partidismo y fueron, por debilidad, donde serenamente no hubieran querido ir. Algunos, hay que decirlo también —participando o no personalmente en la guerra—, supieron decir "no" a todo lo que les parecía digno de repulsa, y han seguido haciéndolo durante otros veinte años más, sin tener que ruborizarse de ninguna página, de ninguna palabra.»

Según Julián Marías, «entre los intelectuales, la guerra civil ha sido superada». Pero hay otro enemigo, «el de siempre», que no descansa. Aquí está bien fotografiado:

«Si se leen con atención los escritos de los tiempos más recientes, se advierte que para muchos esa bendición intelectual que va de la generación del 98 a la fecha actual es el enemigo que hay que destruir, negar, desprestigiar, minimizar. Se dice que todo eso es "impiedad" o que es "reaccionarismo"; que es "mera" literatura o que esas cuatro generaciones, desde Unamuno a los que tienen cuarenta años, tienen "las manos vacías". Los ataques a Ortega son representativos pero no hay que engañarse: no se trata "sólo" de Ortega; para muchos españoles ha sido la cima intelectual de la España contemporánea y por eso su nombre se ha convertido en significativo pararrayos de las diversas nubes que se ciernen sobre nuestra vida intelectual — yo diría sobre nuestra vida nacional entera.»

A su juicio, en la España de hoy una mayoría de los intelectuales "que cuentan" son católicos. Pero no lo son, por lo visto, a gusto de ciertos sectores que influyen en donde no deberían dejarse influir, si se atuvieran a sus deberes estrictamente religiosos. Oigamos a Julián Marías:

«Pues bien, en estos años se está produciendo, en nombre de la religión, una ofensiva contra muchos católicos ejemplares, un intento de vincular el catolicismo a actitudes intelectuales, morales, sociales y políticas que la gran mayoría de los españoles —y desde luego sus núcleos intelectuales— no comparten en modo alguno y que suelen chocar —y a veces afligir— a los católicos de otros muchos países. Una de las consecuencias de esto es una creciente irreligiosidad entre los jóvenes, que a nadie con alguna perspicacia se oculta, que muchos hombres responsables han advertido repetidas veces.»

Julián Marías inserta seguidamente una profesión de fe compatible con el catolicismo universal, pero muy distante, por desgracia, de la que practican los católicos españoles.

A pesar de todo, en España hay una cierta actividad política y cultural entre un determinado grupo de intelectuales. En la página 232 de "Los españoles" encontramos el dato:

«Por esto existe en España un prestigio "individual" y restringido, que recae sobre ciertos intelectuales de los que se sabe que "dicen lo que piensan" y no lo que se supone que deberían pensar. Son aquellos cuyos libros de pensamiento agotan muchas ediciones, que tienen públicos de quinientas o a veces de mil personas en una conferencia ideológica, incluso en ciudades provinciales. En cambio, los "falsos prestigios", lanzados con recursos poderosísimos por el poder público, por organizaciones políticas o de apariencia religiosa, etc., a pesar de disponer de todas las facilidades, no han logrado imponerse, ni por excepción, a la estimación nacional.»

Don Alvaro de Albornoz fue un escritor sinceramente liberal. En su juventud militó en nuestras filas, pero su temperamento no era propicio a someterse a la disciplina que se exigía a nuestros afiliados. Emigró prontamente de la Agrupación Socialista de Oviedo, y se refugió entre los republicanos, en cuyos grupos anidó con intermitencias. Hay siempre algo interesante en sus libros —tengo algunos cariñosamente dedicados—, y como al reproducir textos de don Julián Marías nadie puede pedirme identificación absoluta con ellos, tampoco será de extrañar que traiga a estas columnas una definición del liberalismo muy personal del señor Albornoz:

«Somos demócratas; pero somos ante todo liberales. Queremos un régimen político liberal de garantías tan perfectas que no dejen un solo portillo abierto a la arbitrariedad. Queremos un régimen económico liberal, la supresión de todos los monopolios, un libre sistema federativo de las fuerzas productoras, organizado por la inteligencia y sobre la base del derecho al producto íntegro del trabajo. Queremos un régimen jurídico liberal, la extinción de todos los privilegios, la desaparición de los últimos vestigios del romanismo y del feudalismo, la consagración legal de los derechos individuales en materia civil.

»Somos republicanos; pero somos ante todo liberales. La forma del Estado es para nosotros antes que la forma del Gobierno, y el contenido, la sustancia democrática y liberal, antes que el continente, la República. Al republicanismo mediterráneo, marsellés, estático, sensual, preferimos el fondo ético del liberalismo girondino. Afirmamos la libertad ante la Convención como ante la Bastilla, ante Robespierre como ante Luis XIV. Queremos un republicanismo limpio de toda contaminación demagógica o plebeya, libre de toda dominación oligárquica o patricia, exento de toda corrupción italiana. Y abominamos de la vieja tiranía que renace en los modernos cónsules, toma la forma de la antigua dictadura en las presidencias plebiscitarias y se manifiesta en el régimen mayoritario de las modernas asambleas con todos los caracteres de la majestad, de la soberanía y del imperio clásicos.

»Somos socialistas; pero somos ante todo liberales. Nuestro socialismo no se engendra en ninguna oscura concepción germánica, sino que nace de los claros principios liberales de la gran Revolución. Somos socialistas en cuanto somos liberales. El individualismo es el fin; el socialismo, el medio. El socialismo contemporáneo, lejos de ser la negación, es el complemento de la gran revolución individualista. Cuando, libres los espíritus de la confusión actual, vuelvan a estudiar a Jaurés, recordarán cómo en el gran pensador y gran político se enlazan los principios liberales de 1789 con todo lo esencial de las doctrinas socialistas. Reconocerán que los únicos procedimientos eficaces de lucha y de transformación social son los procedimientos liberales. Y a la luz de los principios liberales se les aparecerán aquellas hermosas palabras de Jaime Vera: "La lucha de clases es inevitable porque existe: deber de todos es procurar que sea una lucha entre hombres y no una lucha entre fieras."»

Comprendo la fatiga del lector. Pido disculpa, pero terminar un trabajo mío con una cita del doctor Jaime Vera siempre será un placer, porque Vera fue liberal y, además, socialista marxista.

Ginebra, julio de 1963.

La réunion du Comécon à Moscou

examinera les conséquences politiques et économiques de la crise avec Pékin

Tandis que la conclusion d'un traité anglo-américano-soviétique sur l'arrêt des essais nucléaires, est considérée comme imminente, le Comité d'assistance mutuelle des Etats communistes européens (Comecon) est réuni à Moscou pour sa conférence annuelle. Autour d'une même table est réuni le directoire suprême du communisme européen: Khrouchtchev pour l'U.R.S.S., Ulbricht pour l'Allemagne orientale, Kadar pour la Hongrie, Dej pour la Roumanie, Gomulka pour la Pologne, Novotny pour la Tchécoslovaquie, Jikkov pour la Bulgarie. A eux s'est joint Tsedenbal pour la Mongolie extérieure qui, depuis un an, participe aux travaux du Comecon. Signe des temps, l'Albanie prochinoise ne participe pas à la conférence.

L'importance des délégations et la place qu'y occupent les hommes de l'appareil du parti de chaque pays membre confirment l'impression que le sommet communiste aura à connaître des problèmes idéologiques intéressant l'évolution du bloc communiste au lendemain de la conférence idéologique sino-soviétique dont les partis communistes de l'Europe orientale auront à tirer la leçon.

Cependant, l'importance des problèmes politiques et idéologiques qui seront débattus à Moscou ne doit toutefois pas faire perdre de vue celle des problèmes économiques. La conférence s'attachera sans doute à dresser le bilan des progrès réalisés depuis un an sur le plan de l'intégration des économies et la répartition des tâches au sein du marché communiste européen.

Le programme de planification intégrée mis au point par le «sommet» précédent, en juin 1962, s'est révélé à l'usage trop ambitieux, trop rapide et trop rigoureux. Des ajustements sont, semble-t-il, nécessaires afin de réaliser une synthèse entre les intérêts économiques communs des pays du Comecon pris en bloc et les intérêts nationaux de chacune des nations membres. En particulier, la Roumanie semble se refuser à sacrifier son avenir industriel pour limiter son économie nationale à une simple vocation agricole.

A ce propos, le bruit circulait, à Moscou, avant la réunion du Comecon, que certaines satisfactions auraient été données à la Roumanie. Une seconde aciérie permettrait de porter la production de la Roumanie de 3,5 à 8 millions de tonnes par an. Des experts français se sont d'ailleurs récemment rendus en Roumanie en vue d'étudier les problèmes posés par la construction de ce complexe sidérurgique.

Il convient de noter, d'autre part, depuis un an, une évolution du Comecon. On se souvient qu'en août 1962, Khrouchtchev, tout en dénonçant le caractère «impérialiste» de la Communauté économique européenne, évoquait les «tendances générales à l'intégration» et préconisait la compétition pacifique entre les deux groupes économiques des deux blocs.

Lui faisant écho, les partis communistes des six pays du Marché commun publiaient, voici quatre mois, une déclaration dans laquelle ils affirmaient notamment que «le développement des rapports commerciaux entre les pays membres de la C.E.E. et du Comecon aiderait à la détente en Europe».

On peut donc penser, dans ces conditions, qu'aussi bien l'amélioration de la structure que son caractère international de groupement économique régional feront l'objet des entretiens de Moscou.

Conséquence de la querelle sino-soviétique, un autre point pourrait être examiné: le problème général de l'aide octroyée par les pays du Comecon aux gouvernements socialistes non adhérents. La rupture des échanges commerciaux entre Pékin et Moscou pose en effet le problème des marchés, issu de l'obligation pour les pays du Comecon de se procurer ailleurs les produits fournis par la Chine avant la rupture.

La conférence qui s'est ouverte à Moscou revêt donc une particulière importance dans la mesure où les pays communistes européens et la Mongolie devront, à la lumière et en conséquence de la crise sino-soviétique, définir une nouvelle politique et une nouvelle économie en face de Pékin.

P.S.O.E.

DECAZEVILLE

Como estaba anunciado, la Agrupación Socialista se reunió el domingo 28 de julio. Despachada la correspondencia, se escuchó con extraordinaria atención la lectura de la circular núm. 17 de Secretaría. Los reunidos acordaron por unanimidad enviar al compañero secretario general por su detallado como amplio informe sobre su viaje a los países que visitó en América y por la labor en ellos realizada.

Asimismo la asamblea acuerda enviar a nuestras organizaciones de América su sincero agradecimiento por su gesto, gracias al cual la voz del Socialismo español y la opinión que el Partido tiene sobre la solución del problema de España ha podido hacerse oír en aquel continente.

Se aprobó la dimisión de presidente de la Agrupación y del Comité departamental del Partido presentada, por razones de salud, por el compañero Juan Francisco Gómez, y se nombró para estos cargos al compañero Juan Alvarez Ramos. Se amplía el Comité con el nombramiento de un vocal, para cuyo cargo se nombra al compañero Robustiano Tamayo.

El Comité.

EL SINDICALISMO ante su destino

EN VIENA

El 39º Congreso Internacional de Mineros

Del 10 al 14 de junio se ha celebrado en la capital austríaca el XXXIX Congreso de la Federación Internacional de Mineros, afiliada a la C.I.O.S.L.

Asistieron a dicho comicio delegados de los países siguientes: América, Austria, Bélgica, Chipre, Francia, Alemania, Gran Bretaña, Grecia, Holanda, India, Italia, Japón, Corea del Sur, Luxemburgo, Nueva Zelanda, Rodesia del Norte, Rodesia del Sur, Filipinas, Sierra Leona, Suecia, Tanganica, Túnez, Turquía y España en el exilio. El Secretariado de Mineros de la U.G.T. estuvo representado por los compañeros José Mata y Teodoro Gómez.

Los días 7 y 8 se reunió previamente el Comité Ejecutivo, el cual tomó ciertas disposiciones de orden práctico para el mejor desarrollo del Congreso, cuyo orden del día comportaba un número importante de problemas de gran interés para el mundo minero. Cítemos los más esenciales: El progreso social realizado en los países miembros de la Internacional después del último Congreso de Estocolmo en agosto 1960. La lucha contra las enfermedades profesionales. Duración de la jornada de trabajo. La crisis carbonera y sus consecuencias sociales. Condiciones de higiene y de trabajo. Modificación de Estatutos, etc. De otra parte, diversos proyectos de resolución habían sido presentados por ciertos países afiliados, entre los cuales conviene destacar los relacionados con España; la defensa de las libertades sindicales y de la Paz; la autodeterminación de los pueblos, la descolonización integral, etc.

El día 10 por la mañana, los delegados fueron recibidos por la Banda de música de Jóvenes Mineros austríacos que, primeramente en la esplanada de acceso a la sala del Congreso y seguidamente en el interior, ejecutó diversas obras musicales, muy apreciadas y aplaudidas por la asistencia. A continuación, el compañero **Nicolás Dethier**, presidente de la Internacional, dio la bienvenida a los congresistas y a las diversas personalidades y delegaciones fraternales, ocupando, sucesivamente, la tribuna el presidente de la Federación Nacional de Mineros de Austria, el presidente de la Organización Sindical Nacional Austríaca y el compañero Meisl, antiguo ministro del Trabajo del Gobierno austríaco, actualmente presidente de la Cámara del Trabajo.

Los discursos, cortos pero enjundiosos, fueron calurosamente aplaudidos. Acto seguido, el presidente Dethier, después de contestar a los oradores haciéndose el intérprete del fraternal sentimiento de los congresistas, pronunció el discurso inaugural. ¡Qué lección de esperanza y de confianza, de permanente fidelidad al ideal democrático y sindicalista, dada a lo largo de su intervención por este veterano luchador! Dominado por el pensamiento del ideal de fraternidad universal, terminó con estas elocuentes palabras: «Compruebo con infinito placer que los colores amarillo y negro se mezclan perfectamente con el color blanco y que los primeros aumentan insensiblemente pero continuamente. Este hecho es muy reconfortante y constituye una garantía suplementaria de éxito para el porvenir de nuestra Internacional.»

Fue el discurso de despedida de quien, habiendo presidido durante varios años los destinos de la Internacional Minera, declaraba sus deseos de poder gozar de un descanso bien merecido. Los congresistas puestos en pie tributaron al veterano luchador una ovación que reflejaba la simpatía, la admiración y el reconocimiento.

Así terminó la primera sesión del Congreso.

Con el informe general de gestión presentado por el dinámico e infatigable **Denis Edwards**, vicesecretario general, comenzó la sesión de la tarde. Con precisión y detalle comentó los diversos capítulos del importante informe escrito que abraza toda la actividad de la Internacional Minera durante estos tres últimos años. A todos los acontecimientos se les pasó revista y, como era de esperar, una mención especial fue hecha a la huelga de los mineros asturianos en la primavera de 1962, saludando la presencia de la delegación española en el exilio.

Diversos delegados intervinieron en el debate que se instauró inmediatamente. Unos para solicitar aclaraciones, otros para hacer observaciones o expresar su conformidad total; pero todos, al fin, para subrayar el importante y útil trabajo realizado por el Secretariado, el Buró y el Comité Ejecutivo.

Fue este el momento aprovechado por nuestra delegación para subir a la tribuna y saludar al Congreso. El compañero **Teodoro Gómez** lo hizo en francés, siendo largamente ovacionado al final de su intervención, de la cual varios delegados solicitaron el texto mientras otros ocupaban la tribuna para condenar severamente al régimen franquista y expresar su simpatía al heroico pueblo español.

Por último, después de las respuestas dadas por el vicesecretario general, el informe de gestión fue aprobado por unanimidad.

Toda la jornada del martes día 11 estuvo consagrada al trabajo de las ponencias, a las cuales se habían previamente inscrito los delegados deseosos de participar en la discusión y elaboración de textos a someter al Congreso. Nuestra delegación formó parte de las ponencias de Reglamentos (T. Gómez) y Actividades Regionales (J. Mata).

La ponencia de Reglamentos estaba llamada a examinar los proyectos de resolución sobre: la Carta Magna del Minero, la Seguridad en las Minas y en el Trabajo, la situación en el Japón y la relacionada con España. Bajo la presidencia del compañero H. Gutermutch (Alemania), elegido por unanimidad, se procedió a discutir ampliamente en torno a los textos en presencia siendo al fin elaborados los definitivos después de haber acordado redactar otro condenando la dictadura de Salazar en Portugal. Por unanimidad fue designado nuestro compañero T. Gómez como ponente encargado de presentarlos y defenderlos en la sesión plenaria del Congreso.

La sesión de la mañana del miércoles día 12 honró a nuestra delegación atribuyéndole la vicepresidencia. En el curso de ella fueron presentados y aprobados los informes siguientes: Administrativo (D. Edwards); Evolución social en los diversos países miembros de la Internacional (Ch. Morel).

Seguidamente ocupó la tribuna una destacada personalidad del movimiento sindical internacional: **Paul Finet**, representante de la Alta Autoridad de la C.E.C.A. A pesar de sufrir una delicada afección laríngea, en un esfuerzo propio de un hombre de su temple y valor, hizo una brillantísima y notable intervención que retuvo la permanente atención del Congreso. Después de señalar que la crisis carbonera actual reviste un carácter estructural y no coyuntural, denunció la política de la facilidad, hija del egoísmo capitalista y de la nueva clase teocrática, defendiendo la sola política realista y positiva: la social y humana. Para el compañero Finet, la unidad europea, cuyo primer eslabón es la C.E.C.A., realizada leal y sinceramente, reposando sobre bases sólidas, será susceptible de forjar los instrumentos que garanticen el futuro. Los congresistas, en pie, tributan al compañero Finet una grande y prolongada ovación, que cierra al mismo tiempo la sesión matinal.

Por la tarde dirigió un saludo al Congreso el representante de la O.I.T., quien puso de relieve los trabajos de este organismo en el dominio de su competencia y responsabilidad. Fue muy aplaudido.

Acto seguido, la delegación alemana presenta una resolución sobre la autodeterminación de los pueblos, que es aprobada entre grandes aplausos.

La delegación británica presenta, a su vez, un proyecto de resolución (núm. 7), que constituye un llamamiento a establecer diálogo y relaciones con el Secretariado de Mineros afiliados a la F.S.M.

El compañero Gutermutch (Alemania), en respuesta al ponente británico hace una requisitoria contra los sindicatos de obediencia comunista y contra los sindicatos verticales en general, señalando los peligros que encierra la proposición de la delegación británica. Su discurso fue interrumpido varias veces por los aplausos del Congreso. Le sucedieron en el uso de la palabra los delegados de Chipre, Francia, Austria, Bélgica, Sierra Leona, Corea, etc., que se expresaron en los mismos términos de severidad siendo largamente aplaudidos. La resolución fue rechazada con el solo voto favorable de la delegación británica.

El proyecto de modificación de Estatutos da lugar a un largo y animado debate que fue suspendido para permitir al representante de la C.I.O.S.L. saludar el Congreso, saludo que cerró la sesión de la tarde.

La primera sesión del jueves día 13 debutó con una intervención de la delegación alemana, proponiendo que el próximo Congreso se celebre en Hamburgo (Alemania). Después de agradecer la oferta hecha se abre nuevo debate sobre la reforma de Estatutos y el proyecto presentado por el Comité Ejecutivo es aprobado por unanimidad después de introducir ligeras modificaciones más bien de forma que de fondo. También fue aprobado el proyecto de Presupuesto dejando provisionalmente en suspenso la aplicación de la nueva cuota.

El comp. **J. Dedoyard** (Bélgica) presenta la ponencia sobre la Política Energética y el Congreso, unánime, manifiesta su conformidad con el texto sabiamente comentado.

Por la tarde, nuestro compañero **Teodoro Gómez** presenta la Ponencia de Reglamentos, comportando las cinco resoluciones siguientes: 1.º) La Carta Magna del Minero. — 2.º) La Seguridad en las minas y en el trabajo. — 3.º) Japón. — 4.º) España. — 5.º) Portugal.

Todas estas resoluciones fueron aprobadas por unanimidad, así como la ponencia sobre la Política de Minerales presentada y defendida por el compañero **H. Ben Tahar** (Túnez).

La ponencia de Actividades Regionales, en la cual intervino útilmente nuestro compañero **José Mata** y cuyo ponente fue el compañero **E. Adea** (Filipinas), fu examinada y aprobada en la sesión de la mañana del viernes día 14.

Inmediatamente después, la ponencia de Credenciales da cuenta del resultado de la elección del nuevo Buró de la Internacional, cuya composición es la siguiente: presidente, H. Gutermutch (Alemania); secretario general, D. Edwards (Gran Bretaña); vicepresidentes, A. Augard (Francia), W. Paynters (Gran Bretaña) y M. John (India). La ponencia de Credenciales proclamó acto seguido el resultado de la elección del nuevo Comité Ejecutivo. Este, en aplicación de los nuevos Estatutos, ha sufrido una sensible modificación de estructura. En efecto, diversos países o regiones continentales han sido agrupados. He aquí una imagen de la composición actual: Gran Bretaña; Francia y España; Alemania; Escandinavia; Austria y Grecia; Bélgica y Luxemburgo; Holanda; Italia; Turquía y Chipre; Estados Unidos de América y Canadá; América Central; América del Sur; Africa Occidental y Septentrional: Sierra Leona, Gahna, Nigeria y Túnez; Africa Central y Oriental: Rodesia del Norte, Rodesia del Sur, Nasalandia, Africa del Sur y Tanganica; Sureste Asiático: India, Pakistán, Malasia y Birmania; Extremo Oriente: Japón, Corea, Filipinas y nueva Zelanda.

Por el grupo Francia-España fueron elegidos los compañeros Charles Morel (Francia), como efectivo, y Teodoro Gómez (España), suplente.

Una vez proclamado oficialmente el resultado, el presidente saliente, compañero *Nicolás Dethier*, saluda al nuevo Buró y Ejecutivo y abraza fraternalmente y entre grandes aplausos del Congreso, en pie, al nuevo presidente electo, el cual, a su vez, agradece al Congreso la confianza que le ha testimoniado para presidir los destinos de la Internacional Minera, en nombre de la cual entrega al compañero Dethier una colección de las obras de Balzac. El nuevo secretario general, compañero Denis Edwards, se dirige al Congreso en los mismos términos.

El Congreso fue clausurado con un magnífico discurso del nuevo presidente y seguidamente se reunieron el nuevo Buró y Ejecutivo para tomar posesión de sus cargos.

Así terminó, con un excelente trabajo a su activo, el XXXIX Congreso Internacional de Mineros.

Los compañeros austríacos que invitaron a los Congresistas y al Comité Ejecutivo a dos recepciones con visita a la capital, recibieron las merecidas felicitaciones por la impecable organización material del Congreso y el grato recuerdo que todos se llevaron de la agradable estancia en la capital austríaca: Viena la roja.

La delegación del Secretariado de Mineros de la U.G.T. de España en el Exilio se place en testimoniar, a través de las presentes líneas su reconocimiento y gratitud a la Internacional Minera y a los compañeros austríacos, por las atenciones y facilidades de que fue objeto en todo instante para llevar a cabo su misión.

T. GOMEZ

RESOLUCION SOBRE ESPAÑA

El XXXIX Congreso de la Federación Internacional de Mineros, reunido en Viena (Austria), del 10 al 14 de junio 1963.

SALUDA a los trabajadores españoles que a pesar de veinticuatro años de dictadura fascista, continúan la lucha por el mejoramiento de sus condiciones de vida y de trabajo y por el ideal de Libertad, solo capaz de asegurar el respeto de la condición obrera y de la personalidad humana; combate que ha hallado toda su expresión en las heroicas huelgas de la primavera 1962, iniciadas en la cuenca minera asturiana.

PROTESTA enérgicamente contra las brutales medidas de represión aplicadas por el Gobierno fascista de Franco que ha encarcelado y deportado a centenares de trabajadores, particularmente mineros, sumiendo en la más negra miseria numerosos hogares obreros.

DENUNCIA las últimas disposiciones dictadas por el Gobierno fascista de Franco, que se han traducido, entre otras, en el licenciamiento arbitrario y sin recurso, en el mes de marzo último, de doscientos tres mineros asturianos.

INVITA a todas las Federaciones Nacionales afiliadas a intervenir cerca de sus Gobiernos respectivos para oponerse a la entrada de la España fascista en los organismos internacionales cuyo objetivo esencial es la organización y la defensa del mundo libre, tales como la Comunidad Europea y la O.T.A.N.

PIDE a todas las organizaciones afiliadas hagan gestiones cerca de sus Gobiernos respectivos con el fin de hacer aplicar sanciones económicas contra el Gobierno fascista de España.

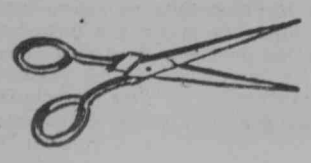
PIDE a las organizaciones afiliadas que hagan lo posible para convencer a sus miembros de no ir a pasar sus vacaciones en España y aportar así apoyo económico a la distadura fascista.

INVITA a todos los trabajadores españoles en exilio a incorporarse a los sindicatos democráticos afiliados a la C.I.O.S.L.

CONDENA, en el seno del verdadero espíritu internacionalista, todas las dictaduras.

MANIFIESTA su solidaridad y fraternidad a todos los trabajadores del mundo privados de libertad.

PIDE a las Federaciones Nacionales, cuyos medios se lo permitan, que hagan un esfuerzo solidario inmediato a fin de ayudar a los camaradas españoles que, por defender el Pan y la Libertad, conocen la Miseria y la Esclavitud.



RESOLUCION SOBRE PORTUGAL

El XXXIX de la Federación Internacional de Mineros, reunido en Viena (Austria), del 10 al 14 de junio 1963,

CONSIDERANDO que Portugal sufre el régimen autoritario de Salazar desde 1933,

CONSIDERANDO que este régimen ha privado la población de Portugal, como asimismo la de las posesiones de Ultramar de los derechos democráticos más esenciales y que toda tentativa hecha para asegurar dichos derechos ha sido brutalmente reprimida,

CONDENA en los términos más severos el régimen de Salazar y pide al Movimiento Sindical Internacional que aproveche toda ocasión para manifestar en todo instante su aversión hacia dicho régimen.

IBERO América

Desde Buenos Aires

Justicia caudillal

Por Juan de Navarra

El caso Grimau me ha hecho recordar una conversación sostenida hace largo tiempo, aquí, en Buenos Aires, con un correligionario bilbaino que fue en Alicante durante la guerra civil funcionario de Prisiones y estuvo en constante contacto con el preso José Antonio Primo de Rivera. Por él pude conocer interesantes detalles referidos a la vida celular del fundador de Falange. Su designación para el cargo de confianza que desempeñó fue debido, según él, a la garantía prestada por Indalecio Prieto, que lo conocía por su actuación en la Agrupación de Bilbao. Desde luego el cargo era delicado y exigía constante contacto con la dirección del penal.

Toda precaución era poca. ¿A qué se debió la filtración, desde el exterior, de dos pistolas que un registro minucioso practicado en la celda pudo delatar, ocultas entre mantas y colchones? Nadie lo supo con certeza, pero nuestro informante hacía recaer sus sospechas, fundadamente, según él, en cierto vigilante que alardeaba de comunismo, al que nada se pudo probar. Por aquel entonces se tomaron grandes precauciones y se reforzó la guardia durante largo tiempo ante un posible asalto de elementos quintacolumnistas para poner en libertad al preso. Durante la permanencia de éste en prisión apenas ocurrieron cosas dignas de ser contadas. El preso se atenía al reglamento carcelario y sólo rara vez tenía alguna exigencia que obligaba a consultar al director. Verdad que el trato era humano. Jamás se le hostogó. Sólo una vez mi interlocutor tuvo que contestar un desplante, por motivo insignificante que le hizo al preso proferir una frase agresiva, amenazadora, jactándose de lo que podía ocurrir en un porvenir próximo. Tras del Consejo de guerra, condenado a muerte, hubo este corto diálogo:

—Quiero confesarme, puesto que voy a morir.

—Me parece muy bien; se lo diré a mi superior.

Autorizada la confesión, ningún sacerdote había en aquellos alrededores para tan urgente misión. Fue entonces cuando nuestro amigo recordó que en una celda a su cargo se hallaba preso el párroco de una localidad próxima. Fue a él, y en conversación aparte de sus compañeros de celda, le explicó de qué se trataba. El sacerdote reaccionó vivamente y se negó a cumplir la misión que de él se solicitaba. «¡No; en manera alguna!», fue su respuesta, imaginando, sin duda, que ello podía complicar su vida y acarrearle serios disgustos. El caso era urgente y la negativa un caso de conciencia para el clérigo. Se le hizo reflexionar:

—No hay quien pueda confesarlo y usted, sacerdote, no permitirá que por algún escrúpulo suyo, mundano, el preso muera sin confesión.

Pareció titubear: —¡Bueno! Piénselo usted y dentro de una hora vuelvo.

Transcurrido ese lapso, el clérigo, más permeable, expresó:

—Conforme, si se acepta una condición.

—¿Cuál?

—Que una vez confesado no he de volver a la misma celda, con mis actuales compañeros.

Extrañó la exigencia: —¿Por qué? —Sencillamente porque sabedores de la misión desempeñada me presionarán en la pretensión, muy comprensiva, de que les refiera algo de lo confesado por el reo, lo que, como sacerdote católico, en manera alguna, sin incurrir en pecado mortal, puedo revelar.

La condición pareció muy atendible y justa, y cumplida la sagrada misión, el sacerdote fue alojado en una piecita aislada, destinada a otros usos.

El ex funcionario me refirió algunos detalles de la ejecución, que paso por alto. La ejecución trascendió al campo enemigo y una "razzia" aviatoria se abatió sobre el penal, causando muertos y destrozos.

¿Por qué la muerte alevosa —por no emplear otro calificativo— de Grimau, me ha hecho recordar lo conversado con el correligionario bilbaino? Sencillamente porque al hablarme de su propósito de regresar al terruño patrio —al "tchoko"— como él decía en expresión gráfica vizcaina, le hice serias reflexiones acerca de ese propósito que yo califiqué de descabellado y aun de suicida, añadiendo: —Si usted, carcelero, como dice, de José Antonio Primo de Rivera, vuelve a la patria y se ponen al alcance de los esbirros franquistas, lo va a pasar mal, muy mal. No importa que usted se haya conducido bien con el preso tratándole humanamente, incluso procurando aliviar su situación en funciones de "buen carcelero". Tendría usted testigos de su comportamiento, inclusive, y si ello fuera posible del mismo José Antonio redivivo, y de nada le valdría. Se montaría en torno de usted espectacular aparato judicial para hacer resaltar el trato cruel, despiadado, sufrido por el reo y se expandirían a los cuatro vientos detalles truculentos de su sevicia, en un proceso que afectando a usted personalmente sería el del régimen carcelario de la República para impresionar al mundo todo y hacer olvidar lo concerniente al caudillal para disipar en lo posible el ambiente de que en el extranjero está rodeado...

Es posible que mis palabras hicieran meditar a ese compañero, pues no cumplió su propósito ya que hoy vive en una república de este continente. Quizás también haya recordado en la presente circunstancia aquel diálogo y que al considerar el ambiente que hoy respira se dará cuenta de lo hermosa que es la libertad, empañada en la España de nuestros amores.

En Casablanca

Velada a beneficio de la viuda de J. AMUSCO

El cuadro artístico "Tomás Meabe" cerró el primer ciclo de su actuación teatral con la representación de la obra de Arniches: "Es mi hombre". No pudo estar más acertado, tanto en la obra como en el objetivo impuesto. Ofrecía su velada a beneficio de la viuda del excelente compañero Julio Amusco, que tan innumerables servicios prestó en vida, practicando el auténtico sentido de la solidaridad, impregnado de hondo espíritu fraterno y humano. Identificados con su conducta, siempre al servicio del ideal, era hombre merecedor de recuerdo. Y la mejor prueba de este recuerdo era consagrar una velada a beneficio de su viuda, que se encuentra en delicada situación económica.

La sala del Centro se llenó completamente, hasta el punto de que parte de la asistencia presenció de pie la admirable interpretación de la obra.

Todos los intérpretes rivalizaron en entusiasmo, con el objetivo bien determinado de no sólo satisfacer al público, sino también conseguir que su actuación contribuyese a alcanzar la recaudación máxima para el beneficio. Y el éxito fue clamoroso, no solamente artístico, sino también humano y social. Y, en efecto, el beneficio neto obtenido alcanzó la cifra de 75.000 frs., que fueron girados a la viuda de Amusco, en Tánger. Sabedores nuestros compañeros de Kenitra de la organización de esta velada, quisieron contribuir también con su óbolo "a tan magna obra" y nos enviaron 10.500 frs., que también fueron enviados.

Sería incorrecto de nuestra parte, si no señalásemos la tranquilidad y aplomo con que Angel Villar encarnó el miedoso "Don Antonio", héroe a la fuerza, valiente por necesidad, en su infatigable papel, que requería su permanente presencia en escena. ¿Y qué decir de Dolores Soriano y Emilio M. de Velasco, que completaron, junto a Villar, en innumerables escenas, ese costumbrismo madrileño, que tanto agradó a la concurrencia? La señora de Roig cosechó repetidos aplausos interpretando magistralmente a la "señá Calixta". Igual aconteció con las señoritas Conchita Ibáñez, Amparito Díez y Conchita M. de Velasco, que salieron adelante con sus antipáticos y difíciles papeles. La señora de Toledo, hizo una seductora formidable, con una desenvoltura, gracia y rasgo característico de quien ya es veterana en las lides teatrales.

Si no destacásemos la interpretación de Barranco, bien caracterizado en su cargo de magnífico "Portero", no seríamos justos. Aquí sí que encarnó formidablemente su papel. Es lo suyo, cómico, y a veces un poco violento, pero sin salirse de su específica función. Es decir, sin estridencias. A Ildefonso Ojaos le tocó en "Paco el Maluenda" interpretar, y bien, al hombre de aplomo, dueño de una gran casa de juego, donde se necesita tener carácter. Antonio Feito, como siempre, con él no hay problema para desempeñar ningún papel; se destacó sobre todo en el segundo acto, donde hacía de "Quemarropa", que salió admirable. Y luego el "conjunto de matones" —que ante el peligro huyen— formado por Barranco, Vegas, Justo Alonso, Julián Hernández, que rivalizaron a la perfección, dando ese realce cómico-trágico en las diferentes escenas, que agradaron enormemente al público, quien premió su actuación con aplausos.

El nieto de Carrascal, que nos tiene acostumbrados ya a interpretar con naturalidad digna de todo encomio, con gracia y estilo propios, sacó muy bien su papel de niño "Anicetín"; sobre todo, en la escena graciosa y picaresca, en que su madre, la "Señá Calixta", devuelve, ante el asombro de "don Antonio" y "Leonor", el traje de marinerito que esta última había confeccionado tan artísticamente.

Queriendo compensar, en parte, el trabajo desinteresado, el espíritu de sacrificio realizado por este magnífico conjunto de compañeros que, robando horas al descanso, realizan una obra cultural, social y humana, el Comité del Centro, les obsequió con un aperitivo para demostrarles nuestra simpatía y agradecimiento por la obra realizada. Transcurrió éste en un ambiente de franca camaradería y fraternidad, en el que intervinieron varios compañeros, señalando defectos y aciertos, críticas y aprobaciones, como corresponde a nuestra formación social y humana. En nombre de todos, gracias, compañeros, y ánimo para inaugurar con idéntico éxito la próxima temporada.

El Apuntador.

Artes y Letras

Crítica literaria

"EL RAYO QUE NO CESA", por Miguel Hernández.

Nuevamente la editorial Losada ha dado muestras de un singular acierto al reunir en este tomo de la colección "Biblioteca Contemporánea", una selección de diversos libros de Miguel Hernández, entre los que se encuentran "Imagen de tu huella", "El silbo vulnerado", "El rayo que no cesa", "Otros poemas" y "Viento del pueblo".

En este último, escrito en plena guerra, hay una dedicatoria a Vicente Aleixandre en la que, entre otras cosas, dice: «Los poetas somos viento del pueblo; nacemos para pasar soplando a través de sus poros y conducir sus ojos y sus sentimientos hacia las cumbres más hermosas.» Y agrega: «El pueblo espera a los poetas con la oreja y el alma tendida al pie de cada siglo.»

Cuando los poetas dan rienda suelta a su inspiración y a su albedrío apenas si están inmersos en la creación de sus poemas, siendo los dioses o las musas a quienes corresponde la responsabilidad de lo que dicen. Por eso es más culpable para quienes la ejecutan la muerte de un poeta que la de otro ser que resulte un elegido. Y cuando Miguel Hernández hablaba de los seres y de las cosas, hablaba con el fuego del dios que lo habitaba.

¡Qué generoso, qué pródigo, qué magnífico poeta perdimos con la muerte de Miguel Hernández en las cárceles de Franco!

Una vez más, agradecemos a la editorial Losada el esfuerzo realizado para dar al viento —como él quería— la obra de uno de los mejores poetas de este siglo.

"CORAZON DE LOS PAJAROS", por Juan L. de la Torre. — Editorial "Terruño". San Juan.

He aquí un libro de cuentos con personajes infantiles pleno de belleza, de arte y de poesía que, como por arte de magia, acaba de llegar a nuestras manos.

Si el arte de hacer cuentos infantiles tuvo su astro máximo en el poeta y escritor Andersen, de Dinamarca, puede decirse que Juan L. de la Torre, poeta y escritor argentino, de la provincia de San Juan, es uno de los cuentistas que, por su gracia, su sencillez y su ternura, más han llegado con su prosa delicada a la intimidad de nuestro ser.

Una estela de amor y de dulzura queda flotando sobre nuestra alma al terminar la lectura de los catorce cuentos que componen este libro, encantador paraíso de los niños y excelente solaz para los grandes.

Eulogio MUÑOA

"UNA VOZ EN EL DESTIERRO", por Eulogio Muñoa Navarrete. Editorial Periplo. Talleres Gráficos Junior. Buenos Aires. — 62 páginas.

La voz del poeta se yergue por encima del odio y apostrofa severa y total al régimen imperante en su España. La grandeza de esta sinfonía lograda por el destierro, está incubada en su sangre joven y romántica.

Desde las soledades más acentuadas, hasta las dolidas evocaciones a Lorca, Machado y Jiménez, la línea armónica de sus versos se desgaja en graves figuras patéticas, para desdibujar con ansiedad delirante la esbelta estatua de su querida y bienamada tierra.

En el "Canto a la Paz" y en "Ruego", su canto traspone las limitaciones de lo español, para remontar sus alas más allá de territorios y fronteras. Así, desde el destierro, la voz de Muñoa Navarrete suena como una campana anunciadora que señala la angustiada sangre de un pueblo, que en el crisol de su historia, llena de grandeza, clama a garganta rota la necesidad de respirar un aire renovado de libertad y esperanza.

Pasaron mensajeros de la ira,
Pasaron pregoneros de soberbia,
Pasaron los heraldos de la muerte.
Pasaron los jinetes de la guerra.

Rodolfo FERNANDEZ CASTRO

("La Prensa" Buenos Aires, 16-VI-63.)

Otro escàndalo

¿Cómo salieron esas aceitunas?

El Tribunal de Contrabando y Defraudación, de Sevilla, condenó a multas que ascienden a 34,5 millones de pesetas a individuos incursos en el delito de exportación clandestina de aceituna.

Por el montante de las multas se puede deducir que el tráfico clandestino no era grano de anís y que, tratándose de grandes entidades, las operaciones de contrabando no son posibles sin complicidades de alto coturno.

«¿Cómo salieron esas aceitunas?» —se pregunta en nota editorial el católico "Ya"—. Si se tiene en cuenta que el aceite y las aceitunas son las cosas en las que entienden mucho familias muy pegadas a ministros y personajes franquistas, y si, además, se recuerda la batalla —sin muertos, multas, ni presos— entablada entre el señor Ullastres y estas poderosas familias, fácil es deducir que esas aceitunas fueron transportadas sobre las engrasadas ruedas del cohecho y de la influencia inmoral.

Los funcionarios de alto o bajo coturno que favorecieron ese tráfico, privando al Estado de sus derechos legales, son verdadores estafadores. Los negociantes o productores olivareros que a tales prácticas se entregan merecen la cárcel; pero ya es sabido que la cárcel es lugar reservado para huelguistas y para las honestas personas que incurren en el "grave delito" de manifestar su oposición al régimen inmoral que, lejos de evitarlas, engendra esas pandillas de estafadores.—S.I.S.

ABONEMENTS
et
REABONNEMENTS
au nom de :
Roger SOUTHON
12, Cité Malesherbes. Paris-9
C. C. P. 18 585 08 — Paris

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.

Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA ¡ nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituiros, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.

Georges BRUTELLE,
Secretario General Adjunto de la S. F. I. O.

Las huelgas asturianas

La lucha contra el miedo y la tiranía

Por José BARREIRO

Paro voluntario. — Las huelgas que afectan a más de cinco mil trabajadores de las minas de la zona del Caudal, no queriendo llamarlas por su nombre, la: califica la prensa del régimen de "paro voluntario"; el caso es no pronunciar el terrible nombre: **la huelga.** La huelga es una evidente manifestación de la **lucha de clases** y esto es un concepto igualmente terrible, cuyo empleo en el lenguaje periodístico y en momentos de crisis, está prohibido. El régimen cree haber terminado con esos dos terribles azotes de la sociedad burguesa prohibiendo su utilización. "Paro voluntario" y "conflicto laboral", dos formas de la "impertinencia de los mineros asturianos", sustituyen a los términos **huelga y lucha de clases.** Cambiándoles la fe de bautismo, el régimen se imagina haber puesto fin a esos dos fenómenos sociales que tanto asustan a los revolucionarios del Movimiento.

La libertad de mentir. — Antes de que Iribarne hallara acomodo en el Ministerio de Información y Turismo, los "paros voluntarios" eran tan despreciados como asunto noticiable que no merecían los honores de la prensa. Ahora se divulgan, pero no para que la opinión pública conozca su existencia y sus causas, sino para desfigurarlos, condenarlos y mentir descaradamente, acusándolos de impopulares y forjados por un "grupo de revoltosos", que, por esta vez, todavía no han sido calificados de comunistas. Con el tiempo, el deformante Ministerio de Información y Turismo, siguiendo las genialidades del Caudillo, descubrirá que todo es obra del comunismo y de los enemigos de España. La libertad de mentir es la primera y más importante cualidad de la libertad de prensa inaugurada por Fraga Iribarne.

" Conductas caprichosas ". — Así resulta que unos miles de mineros han producido un conflicto que "no está respaldado razonablemente por ningún motivo más o menos justo". Así nos lo asegura Vázquez Prada —corresponsal de "Arriba"— el 24 de julio.

Para este corresponsal, defender a un compañero de trabajo, reclamar una semana más de vacaciones, pagas extraordinarias verdaderamente substanciales y que los convenios colectivos sean realmente negociados por obreros y patronos sin las desventuradas y perniciosas interferencias de los jefes sindicales de la C.N.S., no son motivos válidos. Pero ¿cómo es posible que esos bravos mineros, que ellos presentan recibiendo a Solís con la boca abierta por el pasmo y la admiración de tan singular personaje; que esos mismos mineros que nos presentan de vez en cuando yendo a Roma con lámpara y casco para rendir homenaje al Papa, osen meterse de hoz y coz en las graves herejías de los "paros voluntarios"? Es demasiada imaginación pretender que sin motivos se lancen los mineros a la huelga tan sólo impulsados por un "grupo de revoltosos", por "conductas caprichosas". Como si los trabajadores no supieran a donde puede conducirlos la conducta caprichosa de los comisarios de policía y las brutalidades del régimen y de los empresarios, tomando represalias como las ya ejecutadas. Los despidos y los encarcelamientos así lo testimonian.

"Los asturianos están literalmente hartos..." — "Los asturianos están literalmente hartos de que el normal desenvolvimiento de la economía y de la vida regional se vea entorpecida por conflictos como el que ahora se ha producido..." Así presenta "Pyresa" la actitud de la opinión pública el 24-VII-63. Pero la opinión pública es cambiante. A tal conclusión nos conduce Vázquez-Prada cuando dice, al día siguiente (25-VII-63), que «La gente, repito, se ha despreocupado totalmente del conflicto y allá que cada cual cargue con la responsabilidad. No se hundirá la economía asturiana por las minas...» La contradicción es evidente. Sin embargo, ambas versiones, que están lejos de ser ciertas, responden a la preocupación del Gobierno que, por un lado, intenta levantar la opinión pública contra los huelguistas; por otro lado, se esfuerza en querer tranquilizarla en cuanto a la significación del conflicto.

Si alguien está harto en Asturias son los mineros y no les faltan motivos importantes y suficientemente revulsivos.

Amén de otras muchas causas, ahí está el resultado de las huelgas del pasado año. Las mejoras conquistadas en las huelgas de abril y mayo han sido completamente absorbidas por la incontenida inflación de los precios. Todavía no han vuelto a los hogares los deportados de septiembre próximo pasado, víctimas, con retraso, de la ira que produjo en el Gobierno el haber tenido que ceder ante los huelguistas de la primavera de 1962.

Los mineros asturianos, cuya tarea cotidiana es la más peligrosa e insalubre de todo el campo laboral, están hartos de las burlas del régimen y del empresariado de las minas. Están disgustados por las malas condiciones salariales a que están sometidos. Han sido defraudados por el incumplimiento de las promesas oficiales. Han demostrado su rebeldía propugnando la abstención electoral en el curso de la elección de los delegados sindicales. Están que revientan porque su conciencia de clase se subleva contra el abuso, contra el despotismo y contra la inmoralidad. Pero más que contra todo eso, están luchando contra el miedo que contiene en aparente tranquilidad a una nación que se ha distinguido por sus apasionadas rebeldías. Quieren romper esas cadenas que les impiden ser ellos mismos y terminar de una vez para siempre con la inquisición política que durante tantos años les amordaza. Quieren barrer el miedo cobarde porque en ese miedo reside la fuerza de la tiranía y el origen de todos sus males.

Así lo comprende también la tiranía. Por eso "el país más cristiano y estable del mundo" intenta apuntalar su temblante inestabilidad con la inhumana brutalidad de los despidos, las deportaciones y las cárceles.

En recuerdo de don Francisco Giner de los Ríos

Madrid (OPE).—"Nuestro Tiempo", la revista del "Opus Dei", publica un ensayo dedicado al recuerdo de don Francisco Giner de los Ríos, al "Boletín de la Institución Libre de Enseñanza" y a esta institución docente, debido a la pluma de Fernando González Ollé. Reproduce un artículo de Machado, transcrito del "Boletín" de la Institución, que es una apología cordial para Giner de los Ríos y para su obra "contra la enseñanza dogmática", en el cual afirma Machado que don Francisco "tenía el alma fundadora de Teresa de Avila y de Iñigo de Loyola", y añade:

«Yo creo que sólo mueren definitivamente, sin salvación posible, los malvados y los farsantes, esos hombres de presa que llamamos caciques, esos repugnantes cucañistas que se dicen políticos, los histriones de todos los escenarios, los fariseos de todos los cultos, y que muchos, cuyas estatuas de bronce enmohece el tiempo, han muerto aquí y, probablemente, allá, aunque sus nombres se conserven escritos en pedestales marmóreos.»

Así va el mundo

Angola-Lisboa-New York

Por Carlos de José

La preferente atención que prestamos a lo que ocurre en casa del vecino, desdeñando el acontecimiento que ha lugar en la del antípoda, ha hecho sin duda que escuchando las informaciones radiofónicas, retenga el acuerdo tomado ayer por el Consejo de Seguridad, relativo a la independencia de las colonias portuguesas. Probablemente, mi interés tiene otro matiz también, pero reflexión hecha, no estoy seguro de que tenga un fundamento sólido. Abandonémoslo, pues.

No tengo ante mí el texto exacto de la resolución del Consejo de Seguridad de la ONU, pero el hecho de que su redacción haya podido permitir la abstención de Inglaterra, Francia y Estados Unidos me hace pensar que no debe ser muy radical. Si así es, el texto puede tener, y dadas las dificultades en que se debate la ONU no puede ser de otra manera, algunas ventajas para Portugal —a pesar de la reacción ya expresada por su Gobierno por boca del ministro de Asuntos Exteriores— porque las recomendaciones o las conminaciones incluso no suelen pasar de textos, máxime cuando en ellos se introducen frases atenuadoras, como "lo más pronto posible" y alguna otra invención gramatical de ese estilo, de las que se hacen ahora usos y abusos frecuentes.

Portugal puede incluso prometer la realización de los "estudios necesarios", y todos tan contentos. Es decir, todos, no. Ni los angoleños, ni los paises africanos firmantes del Convenio de Addis Abeba. Pero con la lentitud del procedimiento, las ayudas bajo cuerda, la hipocresía habitual de los... "habituales", el acuerdo sería uno más. Y digo sería, porque hay una esperanza, sin embargo, si las informaciones son exactas; la que representa que el Consejo de Seguridad encargue al señor Thant, secretario general, la vigilancia de la ejecución. El señor Thant, reputado de hábil diplomático, tiene una energía singular y una tenacidad que no auguran precisamente nada bueno para Portugal. Muestras de ello ha dado ya, en otros asuntos, y no hay por qué pensar que no ejerza sus cualidades en éste y saque toda la punta necesaria y posible al acuerdo, en favor de los angoleños.

Estas reflexiones traen otra a mi espíritu. Si el abandono por parte de Portugal de la soberanía actual en las colonias en cuestión se hace, como suele decirse, "por las buenas", gracias al señor Thant, las sacudidas en la metrópoli no serán excesivamente graves y Salazar encontrará el medio de atenuarlas. Pero si las resistencias del dictador ponen en juego fuerzas liberadoras, sea cual fuere su origen, entonces las consecuencias pueden ser más graves. La sumisión, con una resistencia de fachada, a los deseos del Consejo de Seguridad, facilitando la labor del señor Thant evitaría sobresaltos graves en Portugal, aunque su situación económica, posteriormente, le llevase a la catástrofe y a la miseria. Una resistencia formal como la actual, armada, desencadenaría esas otras fuerzas liberadoras, provocando la derrota del ejército portugués y la puesta en peligro del régimen. Amén, naturalmente, de las consecuencias económicas, inevitables de una u otra forma. Y aquí se plantea una interrogante curiosa. ¿Qué actitud va a adoptar el general Franco, dueño y señor de los destinos de España? ¿Qué alcance va a tener esa solidaridad entre pueblos hermanos, tan cacareada una y otra vez por los portavoces del régimen, prensa comprendida? ¿Va a unir su carro al de Salazar, ayudándole diplomática y económicamente en el primer caso o militarmente en el segundo? ¿Hasta dónde va a jugar el famoso Pacto Ibérico? Seguramente —esta es mi convicción—, no va a jugar de ninguna manera. El general abandonará al presidente portugués con la misma tranquilidad con que ha abandonado a otros amigos suyos. La suerte de Salazar le importa una higa, y lo verá hundirse con la misma calma fría, sin emoción, con que presenció otras tragedias de sus aliados. El Pacto Ibérico no ha sido para él otra cosa que un instrumento de propaganda —bien reducida, por cierto, geográficamente hablando—. Pero es que, además, el juego podría resultar peligroso. Mezclar al Ejército español en tal aventura no me parece que sería tan fácil, hoy.

De todas maneras, no sólo por la vecindad, sino por el interés que para la liberación de nuestro país puede tener ese asunto, vale la pena de seguirlo de cerca. Puede haber ahí una esperanza cierta para los demócratas españoles.

Comentario

Lo que pasa en Càdiz

EN la plaza de San Juan de Dios, en Cádiz, una mujer ofrecía en venta algo que era suyo, muy suyo. Y si lo que vendía era tan suyo, ¿por qué aquellas mujeres vociferaban contra ella? Informando sobre el suceso, el madrileño "ABC" comienza de esta manera:

«Cádiz 25. — En la plaza de San Juan de Dios se formó un tremendo escándalo motivado porque varias mujeres recriminaban en los más duros términos a otra, a la que acompañaban dos niños. La acusaban de pretender venderlos en dos mil pesetas.»

Tal como está redactado, el párrafo deja la duda de si la recriminaban por el hecho de vender sus hijos o por tasarlos en dos mil pesetas. El caso es que la condujeron a la Comisaría de Policía, en donde la hicieron reunirse con otros dos hijos suyos que, según el periódico, «había dejado en poder de unas mujeres de vida airada vecinas de la calle Sol, las cuales comparecieron también en la Comisaría, en la que entregaron a los pequeños.»

Buena reprimenda debieron ganarse esas mujeres que, en vez de vociferarla como las de vida no airada, se atrevieron a compadecerse de aquellos niños hambrientos. Porque este era el caso. Aquella madre, separada de su marido, había llegado desde Baracaldo, con billete de caridad, pareciéndole prometedor el nombre de "tacita de plata" que se le aplica a Cádiz.

En la Comisaría, severamente amonestada, volvieron a ponerla en la calle con sus cuatro hijos y sin saber a dónde dirigirse. Las personas dignas no le hacían caso y las no dignas le estaban prohibidas. La mujer, irresistiblemente, volvió a su simple razonamiento de horas antes: Si conservaba a sus hijos, se morirían con ella de hambre; si alguien se los compraba, les daría de comer y, por lo pronto, tendría ella con qué seguir viviendo y esperando volver a verlos. Se decidió por esto último; y, según "ABC", «un periodista local volvió a verla horas después en la misma plaza ofreciendo en venta a las criaturas, y a él mismo quiso venderle uno de los niños en mil pesetas».

Esta vez no vociferaban las mujeres. Quizás el precio era más razonable. Pero la policía... Lo dice el corresponsal de "ABC":

«La Policía ha vuelto a intervenir en el asunto, y nadie se explica para qué ha venido esta mujer a Cádiz ni qué planes persigue.»

¿Para qué habrá ido esa mujer con cuatro niños hambrientos? ¿Qué planes persigue? Ya dice el corresponsal que nadie se lo explica. Siendo así aplíquense a averiguarlo los servicios caudillales, aunque sólo consigan descifrar el "misterio" después de que los hijos y la madre se hayan muerto de hambre en esa plaza gaditana de San Juan de Dios que, como tantas otras plazas y calles, forma parte de la España engrandecida por el Caudillo.

Como se ve, el asunto es interesante y nos ha parecido digno de ser comentado. Es posible que tenga algún aspecto cómico, pero crean nuestros lectores que esta vez el comentarista no ha sabido encontrarlo.

Pericles GARCIA

Comité de Redaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL - BONCOUR
Suzanne LACORE
Engène MONTEL
Georges GUILLE
Gerard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur :

Roger SOUTHON